

EN / Mondial 2022 : Les Verts préparent le Burkina Faso



P.12

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

N°3137 Lundi 15 Novembre 2021 - Prix: 15 DA - www.seybouseimes.dz

**Nous informons nos
fidèles lecteurs et
lectrices de l'ouverture
d'un site web.**

**Veillez le consulter au :
www.seybouseimes.dz**

ANNABA / Insalubrité et manque d'hygiène Un phénomène qui se répand de partout à Annaba Les citoyens interpellent le wali

P.06



ANNABA / DJS P.07 Lancement d'une caravane de sensibilisation sur «le fléau de la drogue»

Le Président Tebboune reçoit la ministre sud-africaine des Relations internationales et de la coopération

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu samedi la ministre sud-africaine des Relations internationales et de la Coopération, Naledi Pandor, en visite officielle en Algérie, a indiqué un communiqué de la

Présidence de la République. "Lors de cette rencontre, l'accent a été mis sur les relations historiques étroites et séculaires entre les deux pays amis en sus de l'impératif de leur promotion à une coopération englobant divers domaines pour être à la hauteur de ces relations privilégiées",

précise la même source. "L'entretien a été marqué par une convergence de vue des deux pays sur les différents défis et questions régionales et internationales notamment en ce qui concerne les causes palestinienne et sahraouie", conclut le communiqué.



L'Algérie plaide pour la libération de l'Afrique du néocolonialisme

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra a mis l'accent samedi sur la nécessité de consentir davantage d'efforts pour libérer l'Afrique du néocolonialisme et trouver des solutions africaines aux problèmes africains au service des peuples de la région, réaffirmant la position constante de l'Algérie soutenant les causes justes des peuples.

S'exprimant à l'issue de son entretien avec son homologue de l'Afrique du Sud, Mme Naledi Pandor M. Lamamra a indiqué que les relations entre l'Algérie et l'Afrique du Sud "sont marquées par la convergence de vue sur toutes les questions liant les deux pays", concernant la coopération et la solidarité.



Le ministre a souligné "l'engagement commun entre les deux pays à œuvrer pour les intérêts africains", relevant "la convergence des vues des deux pays sur la démocratisation des relations internationales et du Conseil du sécurité et l'unité des deux pays dans la défense des causes justes notamment celles de la Palestine et du Sahara occidental".

L'Algérie et l'Afrique du Sud partagent des principes et des valeurs communes en faveur de l'Afrique et des actions de libération, mais également au service de la solidarité entre les peuples africains, a soutenu M. Lamamra, rappelant les propos du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lors de la Conférence des chefs de missions diplomatiques

et consulaires algériennes, lorsqu'il avait mis en avant la relation étroite liant l'Algérie, l'Afrique du Sud et le Nigéria. Le Président Tebboune s'est engagé à maintenir vif ce groupe pour davantage de collaboration dans les domaines de l'économie et de la solidarité entre les trois pays et en faveur d'autres pays africains. M. Lamamra s'est dit persuadé de la nécessité de déployer davantage d'efforts pour la libération de l'Afrique du néocolonialisme, et faire en sorte que l'Afrique s'offre ses propres solutions à ses problèmes, de manière à éviter toute éventuelle solution qui serait en défaveur des intérêts des peuples de la région.

Dans ce contexte, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger a réitéré le soutien

de l'Algérie aux frères libyens pour instaurer la stabilité et contribuer à la tenue des élections du 24 décembre, ajoutant que parmi les engagements internationaux figurent le soutien au processus de dialogue et l'appui au Comité militaire conjoint (5+5) pour apporter des solutions pratiques en vue de mettre en œuvre le principe de retrait des forces étrangères, des mercenaires et des combattants étrangers de la Libye.

Dans ce contexte, il a souligné que l'Algérie s'engageait à faire en sorte que les conditions qui contribueront au succès des élections soient réunies. Vendredi, la ministre sud-africaine des Relations internationales et de la Coopération, Naledi Pandor, a entamé une visite officielle de trois jours en Algérie.

Le Premier ministre prend part à l'ouverture du Salon aéronautique de Dubaï

Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane a pris part, dimanche, en qualité de représentant du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à l'ouverture du Salon aéronautique de Dubaï.

M. Benabderrahmane a été reçu, lors de la cérémonie d'ouverture, par Cheikh Mohammed Ben Rachid Al Maktoum, vice-président des Emirats arabes unis, premier ministre, ministre de la défense et gouverneur de Dubaï.

Ce salon, qui se poursuivra jusqu'au 18 novembre, est l'occasion de découvrir les techniques innovantes dans le domaine de l'aéronautique, à

travers plus de 20 pavillons représentant différents pays outre la présentation de plus de 160 nouveaux modèles d'avions commerciaux, militaires et privés. Les visiteurs du Salon aéronautique de Dubaï pourront aussi découvrir les nouvelles technologies dans ce domaine particulièrement celles que proposent les startup.

Cette manifestation prévoit des conférences spécialisées animées par des experts en industrie aéronautique.

Le Premier ministre a auguré dimanche la Journée nationale de l'Algérie à Expo 2020 Dubaï. L'inauguration de cette journée



consacrée à l'Algérie a été marquée par le lever du drapeau national algérien et l'exécution de l'hymne national.

Le Premier ministre a prononcé

une allocution dans laquelle il a souligné l'importance de l'Expo 2020 Dubaï en tant que manifestation mondiale qui draine des millions de visiteurs malgré

le contexte sanitaire actuel.

Il a évoqué le rôle du pavillon algérien dans la mise en exergue des différentes haltes historiques du pays et sa vision prospective qui place la complémentarité et l'intégration régionales au cœur de ses préoccupations.

Pour rappel, Expo 2020 Dubaï qui s'est ouverte le 01 octobre dernier et s'étalera jusqu'au 31 mars 2022, offre à tous les pays participant à cet événement, l'occasion d'être à l'honneur en célébrant leur journée nationale.

Selon les organisateurs, cette manifestation quotidienne offre par ailleurs l'opportunité unique à des millions de visiteurs de voir le monde à partir d'un seul endroit.

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

Édité par la S.A.R.L MEDIACOM PRESSE
Direction, rédaction et administration :
46, rue Emir Abdelkader - Annaba

Directeur général :
Bicha salim
Directeur de la publication :
Noureddine Boukraa
Directrice de la rédaction :
Bicha Bariza Nesrine
Tél/Fax : 038 45 58 35
Tél/Fax : 038 45 58 36
Tél/Fax : 038 45 58 37
Email: redactionseybouse@gmail.com

P.A.O SEYBOUSE Times
Site web: www.seybouseimes.dz
Email: redaction@seybouseimes.dz
contact@seybouseimes.dz
Facebook : SEYBOUSE TIMES
Impression : SIE Constantine
Diffusion : EURL K.D.P.A cité Benzekri
Bât F N ° : 424 Constantine

Pour votre publicité,
s'adresser à l'entreprise
nationale de communi-
cation d'édition et de
publicité, ANEP. SPA,
1 AVENUE PASTEUR
ALGER
TEL : 021/71 16 64
021/73 71 28
FAX : 021/73 95 59
021/73 99 19

Les manuscrits, photo-
graphies ou tout autre
document et illustration
adressés ou remis
à la rédaction ne seront
pas rendus et ne feront
l'objet d'aucune
réclamation.
Reproduction interdite
de tous articles sauf
accord de la rédaction

Locales du 27 novembre : La réforme de la commune thème phare des candidats



Les différentes formations politiques en campagne pour les élections locales du 27 novembre 2021 ont focalisé leurs discours sur la nécessité de prendre en compte les préoccupations des citoyens en matière de développement local et d'accorder davantage de prérogatives aux futurs élus, rapporte dimanche la presse nationale.

Le quotidien le Jour d'Algérie a relevé d'emblée que les partis politiques en campagne pour les prochaines élections locales "convergent sur un point, à savoir la nécessité d'accorder davantage de prérogatives aux futurs élus", citant, à ce propos, les discours de représentants de formations politiques lors de meetings populaires organisés dans différentes wilayas du pays.

Le journal El Moudjahid, qui titre "Des programmes à réaliser", note, quant à

lui, que "la participation et l'implication des citoyens dans la gestion locale avec des promesses réalisables sont parmi les priorités des partis en cette deuxième semaine de campagne".

El Massa a relevé "un consensus sur l'importance de réformer le code communal et de wilaya" dans le but d'une meilleure gestion des collectivités locales.

Le quotidien Echaab a mis en avant les discours des chefs de partis lors des meetings populaires et rencontres de proximité axés notamment sur la nécessité de choisir des élus "honnêtes" pour une "bonne gouvernance" des collectivités locales.

Pour ce journal, le pari, aujourd'hui, est d'élire des électeurs "honnêtes" qui s'engagent à écouter le citoyen, à le servir et à assurer une bonne gouvernance des collectivités

locales de manière à rétablir les ponts de confiance entre l'électeur et l' élu.

L'Expression s'interroge : "Quel discours pour quelles assemblées ?", tout en soulignant que "les candidats butent sur une difficulté majeure, en ce sens que le citoyen, pris dans l'engrenage d'une cascade d'aléas sociaux, affiche une indifférence criarde face à ce rendez-vous électoral".

"Une campagne sans aucune ambiance et dynamique populaire comme c'était le cas avant. Le discours ne sort pas du cadre des slogans et des paroles pleines de démagogie et de promesses surréalistes", relève le journal, qui estime que "malgré la timidité des actions menées, de manière éparse, les candidats ne lâchent pas prise. Ils tentent de séduire l'électorat en lui proposant 'des recettes' répondant aux exigences des

conditions et de circonstance". Sous le titre, "La femme, ce maillon faible du scrutin", le journal El Watan estime que "les partis et les indépendants ont trouvé d'énormes difficultés à convaincre les femmes à rejoindre leurs listes électorales et la majorité de celles qui ont accepté de prendre part au scrutin figurent sur les affiches sans visage".

De son côté, Liberté publie un reportage sur la ville de Ghebala "une région enclavée de la campagne jijélienne où de nombreuses localités "demeurent en marge du développement", estimant que "les deux listes en lice pour les élections communales tentent de convaincre des électeurs, forcément réticents à l'égard de leurs promesses".

Dans le même sens, le journal Horizons consacre des pages spéciales élections où des "collaborateurs et

correspondants battent campagne en un focus sur des communes riches et pauvres. Tout un zoom pour éclairer sur un état des lieux qui pourrait changer la destinée de toute une population, qui aspire à un renouveau de l'administration dans une Algérie qui voit désormais autrement".

Pour sa part, le quotidien Al-Khabar rapporte des plaintes adressées à l'Autorité nationale indépendante des élections concernant la réintégration des candidats précédemment exclus des listes électorales.

Le journal a consacré, par ailleurs, un supplément politique numérique dédié aux élections locales, portant sur divers sujets y afférant, dont des analyses et propos de candidats.

La carte d'électeur n'est pas exigée pour accréditer les observateurs des listes en lice

L'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) a affirmé samedi qu'elle n'exigeait pas la carte d'électeur au niveau de la circonscription électorale pour l'accréditation des observateurs des listes en lice aux élections du 27 novembre courant, rappelant que "la liste des observateurs déposée au niveau de la délégation de wilaya de l'ANIE doit comporter uniquement les renseignements de la personne habilitée à cet effet".

"Certains médias ont relayé des informations selon lesquelles, l'ANIE aurait exigé la présentation de la carte d'électeur au niveau de la circonscription électorale pour l'accréditation des

observateurs des listes en lice aux élections locales du 27 novembre 2021", a indiqué un communiqué de l'Autorité.

Dans ce cadre, l'ANIE précise que "l'arrêté n249 signé par le président de l'ANIE fixant les modalités de désignation des représentants des candidats au niveau des centres et bureaux de vote à l'occasion des élections de renouvellement des membres des Assemblées populaires communales (APC) et de wilayas (APW) prévues le 27 novembre 2021, n'exige pas la présentation de la carte d'électeur pour l'accréditation des observateurs des listes candidates".

Dans ce cadre, l'ANIE rappelle que "la liste des observateurs

déposée auprès de la délégation de wilaya de l'autorité doit comporter uniquement les informations contenues dans la pièce d'identité de la personne habilitée, à savoir le nom et prénom, la date et lieu de naissance, le numéro de la pièce d'identité et la wilaya de délivrance".

"Une photo est exigée pour la carte d'accréditation. Des listes de remplacement peuvent être présentées 10 jours avant le scrutin", indique le communiqué. "Pour assurer le bon déroulement des opérations électorales et garantir la crédibilité, la transparence et la régularité du scrutin, les listes électorales peuvent désigner des représentants qualifiés au niveau



des commissions électorales communales et commissions électorales de wilayas pour assister aux travaux de ces commissions, conformément à l'arrêt N 257 émis par le Président de l'ANIE, même si les articles 265 et 273 de l'ordonnance

N 21-01 du 10 mars 2021 portant Loi organique relative au régime électoral modifiée et complétée permet de désigner les représentants habilités par la loi à recevoir les copies des PV de ces commissions", précise l'ANIE.

Premier ministre : Passer d'une approche administrative à une approche économique dans la gestion



Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, a mis l'accent, samedi à Alger, sur l'impératif de passer d'une approche administrative en matière de gestion des structures économiques et publiques à une approche économique permettant à l'économie nationale d'amorcer de nouvelles perspectives.

Lors d'une séance plénière consacrée à la réponse aux préoccupations des membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) concernant le Projet de loi de finances (PLF 2022) et présidée par M. Brahim Boughali, président de l'APN, en présence de membres du Gouvernement, M. Benabderrahmane a plaidé pour le changement du mode de gestion des établissements économiques et des entreprises publiques, et ce, en vue "d'une exploitation plus optimale de ces structures".

Le Premier ministre a fait savoir, dans ce sens, que les établissements économiques, les universités et les ports "fonctionnent désormais avec des horaires administratifs, soit quatre (4) jours par semaine seulement", soulignant qu'"il est grand temps de renoncer à ces approches et d'adopter une approche permettant à l'économie nationale d'amorcer de nouvelles

perspectives".

M. Benabderrahmane a souligné, dans ce sens, l'impérative exploitation des structures existantes non exploitées dans les différents secteurs avant de recourir à l'inscription de nouveaux projets, et ce, dans le souci de la rationalisation de la gestion des deniers publics, notamment dans les secteurs de l'Education, de l'Enseignement supérieur et de la Santé publique. Abordant la question du financement du déficit budgétaire pour l'exercice 2022, M. Benabderrahmane a déclaré que ce déficit sera financé en recourant au marché financier intérieur, aux banques et aux prélèvements sur le Fonds de régulation des recettes (FRR), en tenant compte des prévisions sur un redressement des cours de pétrole et l'adoption d'un prix référentiel de 45 dollars le baril au titre du budget de l'année prochaine.

A cet égard, il a expliqué que le recours au financement interne de l'économie se fera sur la base du retour au marché financier intérieur, qui compte "d'énormes moyens financiers en attente de mobilisation", ce qui permettra, selon lui, "d'atténuer la pression sur le budget de l'Etat".

Concernant l'encadrement économique global du projet,

il a estimé que l'adoption d'un prix de référence de 45 dollars le baril, au moment où les cours internationaux de pétrole avoisinent les 85 dollars, s'explique par la nécessité de faire preuve de prudence vis-à-vis d'un marché pétrolier instable, souvent sujet à la spéculation.

A une question sur la raison de l'augmentation des dépenses communes au titre du budget 2022, à hauteur de 40,75% par rapport à la loi de finances complémentaire (LFC) 2021, le Premier ministre a imputé cette augmentation à l'inscription d'enveloppes importantes destinées à la prise en charge des dépenses des comptes d'affectation spéciale qui seront fermés.

Concernant les autorisations de programme, il a dit que l'augmentation des autorisations destinées à l'investissement à plus de 218 milliards Da au titre du PLF 2022 était due à l'inscription de nouveaux projets et à la réévaluation des programmes en cours de réalisation, outre un budget de plus de 963 milliards Da alloué au programme complémentaire pour les 10 wilayas nouvellement créées.

S'agissant du dossier du foncier et du cadastre, M. Benabderrahmane a fait part de la fusion de la Conservation foncière et des

services de cadastre, un nouveau organe qui sera placé sous la tutelle de la Direction générale du domaine national (DGND) en vue de faciliter les mesures d'octroi du livret foncier et les opérations de cadastre au niveau national.

Quant à l'importation, le Premier ministre a indiqué que des mesures seront prises en vue de durcir le contrôle douanier sur les biens et les marchandises importés au niveau des services implantés aux frontières à travers le contrôle des marchandises lors des opérations de dédouanement à l'aide des nouvelles technologies. Evoquant le système de transport des marchandises au niveau des douanes, le Premier ministre a fait état de l'élaboration de dispositions de facilitation des meures de transport des marchandises sans pour autant impacter les opérations de contrôle, et ce dans le cadre du décret exécutif n 18 relatif à la circulation de certaines marchandises dans la zone terrestre.

Entre autres nouvelles mesures incluses dans le cadre du PLF 2022, M. Benabderrahmane a rappelé la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) réduite de 9% appliquée sur les ventes de sucre (blanc et brut). L'exonération en vigueur sera annulée pour préserver la santé

du consommateur et réduire la facture d'importation.

Cette mesure intervient pour plusieurs considérations, notamment celles liées au volume de la facture d'importation de ce produit qui influe sur le budget de l'Etat et sur les réserves de change, a-t-il précisé.

Le Premier ministre a également insisté sur la nécessité de consacrer les dépenses de l'Etat en matière d'importation des céréales à l'appui de la production locale des céréales et à la sécurité alimentaire, considérant que le prix actuel d'achat des céréales auprès des agriculteurs "demeure au delà de celui que l'Etat débourse en matière d'importation des céréales de l'étranger.

Pour ce qui est de l'imposition d'une taxe au secteur agricole, M. Benabderrahmane a précisé que le PLF 2022 intervient pour "fixer et simplifier" cette taxe et "ne vise pas à alourdir la charge sur les agriculteurs".

S'adressant aux députés, le Premier ministre a indiqué que tout un chacun veille à mettre en œuvre le programme du Président de la République", ajoutant que ce programme a permis de consacrer la démocratie qui nous permet de se concerter et d'établir un dialogue sur l'édification de la nouvelle Algérie.

Les fonds alloués à l'importation des céréales destinés au soutien des agriculteurs

Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane a souligné, samedi la nécessité d'orienter les fonds alloués par l'Etat pour l'importation des céréales, à la subvention aux agriculteurs en vue de soutenir la production locale des céréales et atteindre la sécurité alimentaire. "Les dépenses de l'Etat pour l'importation du blé doivent être affectées à la subvention aux agriculteurs en vue de produire ce produit localement", a déclaré M. Benabderrahmane qui répondait aux préoccupations des



députés dans le cadre du débat du projet de loi des finances 2022 lors d'une séance plénière, conduite par le président de la chambre basse du Parlement, Brahim Boughali, en présence de membres du gouvernement, soulignant la nécessité de se diriger vers la production au lieu de l'importation.

Pour le Premier ministre, le prix

actuel adopté pour l'acquisition des céréales auprès des agriculteurs comparativement aux fonds dépensés par l'Etat pour l'importation des céréales est "injuste".

"Sur instruction du président de la République, le Gouvernement a mené une étude sur la révision des prix des céréales appliqués actuellement. Les résultats de cette étude seront soumis au Président pour décider sur cette question", a-t-il fait savoir.

"Nous importons du blé auprès d'un Etat dont la superficie ne dépasse pas 1% de celle de notre pays (Lituanie)", a-t-il regretté.

Pour M. Benabderrahmane, la cause est due à plusieurs facteurs, dont "la perte de la valeur du travail", "le trafic et la corruption dans les terres agricoles".

Il a affirmé, à ce propos, que le défi que le gouvernement relève, conformément au programme du président de la République et en concrétisation de la sécurité alimentaire et sanitaire, est "d'œuvrer pour une approche globale dans le domaine agricole, en vue de donner la terre à celui qui la cultive seulement".

Le Premier ministre prévoit que la bonne exploitation des terres agricoles permettra d'atteindre

l'autosuffisance (alimentaire) vers fin 2022.

Pour y arriver, M. Benabderrahmane demande à "l'agriculteur de passer à des niveaux de production différents des niveaux existant actuellement".

M. Benabderrahmane a indiqué dans le même contexte, que le gouvernement a relancé la banque des gènes qui a été créée en 1985 et que ce pôle scientifique permettra de former une banque de gènes, qui concerne l'élevage d'animaux et le domaine agricole, notamment les céréales".

Energie :

La Turquie veut établir une coopération gagnant-gagnant avec l'Algérie

Le ministre turc de l'Energie et des Ressources naturelles, Fatih Donmez a affirmé à Alger que son pays était disposé à établir une coopération avec l'Algérie, fondée sur le principe gagnant-gagnant, saluant à cet effet "le pont de l'amitié" qui unit les deux pays, en soutien aux relations économiques et commerciales bilatérales.

Dans une allocution lors des travaux du forum d'affaires algéro-turc, organisé mercredi à Alger, M. Donmez a souligné "la volonté de la Turquie d'établir une coopération gagnant-gagnant avec l'Algérie permettant de créer de nouvelles perspectives

d'échanges commerciaux et d'investissement au profit des deux pays".

Après avoir salué le succès de ce forum, le ministre turc a appelé à la promotion de la coopération bilatérale, notamment dans le domaine de l'énergie, soulignant que la demande sur les produits énergétiques dans son pays a enregistré ces dernières années une hausse notable, d'autant que la Turquie a investi, depuis 2002, près de 60 milliards USD en la matière.

M. Donmez a évoqué les opportunités de coopération et d'investissement entre l'Algérie et la Turquie dans

divers domaines tels les projets énergétiques liés aux énergies renouvelables, l'énergie gazière et le développement de l'énergie atomique.

De son côté, le président du Conseil d'affaires algéro-turc en Algérie, Tosalı Fuat a évoqué plusieurs opportunités et perspectives communes d'investissement et de partenariat dans le secteur de l'énergie, notamment en matière d'hydrocarbures, de développement des industries pétrochimiques et de production et de transport de l'électricité, rappelant par ailleurs les opportunités de coopération offertes dans le domaine des



mines en Algérie, en particulier le fer.

Pour sa part, le directeur exécutif et représentant du Président directeur général (P-dg) de Sonelgaz, Nabil Kafi a appelé à "œuvrer de concert pour la réalisation des projets dans le domaine de l'électricité, soit en Algérie ou dans les marchés régionaux et africains, et à tirer

profit des expériences réussies de l'investissement turc en Algérie".

A ce propos, il a préconisé la construction d'entreprises leaders pour investir les marchés régionaux et mondiaux, en s'appuyant sur les potentialités des deux pays.

Ce forum a été l'occasion de passer en revue les réalisations et les potentialités du Groupe Sonelgaz ainsi que son plan stratégique 2035 qui prévoit plusieurs axes, notamment dans le domaine de la transition énergétique et numérique, et les perspectives d'investissement sur les marchés régionaux et internationaux.

Algérie-Turquie :

Vers la signature d'accords de coopération dans plusieurs domaines

Les délégations algérienne et turque ont examiné, lors des travaux de la 11ème commission mixte intergouvernementale algéro-turque de coopération économique, scientifique et technique, tenus à Alger des projets d'accords et de mémorandums d'entente dans plusieurs domaines.

Il s'agit d'un accord dans le domaine de la protection du consommateur, l'inspection des marchés et le contrôle des produits et services, de l'accord de coopération dans le domaine du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale, d'un mémorandum d'entente portant création de la chambre algéro-

turque de commerce et d'industrie, d'un mémorandum d'entente de jumelage entre l'Ecole supérieure de magistrature et l'Académie turque de la justice, outre le mémorandum d'entente dans le domaine de l'environnement.

Dans ce cadre, le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab a affirmé dans son allocution lors de ces travaux, que les projets d'accords devront "enrichir le cadre juridique des relations bilatérales et contribuer à l'amélioration du climat des affaires et les échanges commerciaux et économiques entre les deux pays".

Ces projets reflètent "le caractère pratique et dynamique des relations entre les deux pays et



consacrent le futur partenariat prometteur englobant tous les volets de la coopération économique, notamment à travers le lancement de discussions prospectives pour évaluer les possibilités d'ouvrir la voie à une coopération commerciale dans un cadre contractuel algéro-turc", a-t-il expliqué.

Le ministre s'est félicité de la signature d'un mémorandum d'entente dans le domaine des

travaux publics, formant le vœu de voir ce document constituer un catalyseur des investissements turcs en Algérie dans ce domaine. Les discussions ont porté également sur les accords bilatéraux dans les domaines de la mémoire commune et de la coopération culturelle qui constituent, selon M. Arkab, "le meilleur moyen pour renforcer les liens de fraternité en vue de parvenir à une complémentarité

civilisationnelle".

La reconduction du protocole de coopération dans le domaine des archives "se veut le point de départ pour l'approfondissement des relations bilatérales dans le domaine des études humaines des aspects de la civilisation commune en vue de sa sauvegarde contre l'oubli, la négation et la falsification".

Les travaux de la 11ème commission mixte intergouvernementale algéro-turque de coopération économique, scientifique et technique ont été couronnés par la signature d'une convention dans le domaine de la santé animale par M. Arkab et son homologue turc, Fatih Donmez.

ANNABA / Insalubrité et manque d'hygiène Un phénomène qui se répand de partout à Annaba Les citoyens interpellent le wali

Khedairia Yacine

Depuis quelques mois, en effet, l'insalubrité s'est installée dans la majorité des quartiers d'Annaba, ville qui a perdu complètement le qualificatif de "Coquette". L'environnement est jugé ainsi déplorable au chef-lieu de la ville des rives de la Seybouse, dénoncent de nombreux annabi. L'absence d'hygiène et l'accumulation des ordures dans la plupart des cités populaires et quartiers peuplés, sont décriés par de nombreux citoyens. Particulièrement en ces jours d'intempérie, où les ruissellements d'eaux de pluie emportent sur leur passage un tas de déchets qui viennent s'entreposer sur les regards et les avaloirs pour les obstruer,

provoquant ainsi d'immenses stagnations d'eaux. Cette situation offre un décor des plus déconcertants pour les passants, obligés de supporter les odeurs nauséabondes qui se dégagent de ces tas d'ordures ménagères, et contraints de cohabiter avec cette insalubrité qui incommode les habitants mais peut être source d'infection, voire d'épidémie. Annaba croule pratiquement sous des tas d'ordures qui amplifient de jour en jour donnant une image répugnante à la ville par cette insalubrité et le manque d'hygiène. Ce constat est pratiquement le même au niveau de plusieurs quartiers, notamment, aux environs de l'Immeuble "belle vue", la rue "Guettini Sebti" donnant accès sur le boulevard du 1er

Novembre 1954, au "Virage 13" et bien d'autres quartiers résidentiels qui sont touchés par ce phénomène, où les riverains constatent impuissamment la présence des dépôts anarchiques d'ordures ménagères favorisant la prolifération des insectes volants (mouches et moustiques) et rampants (cafards et souris). Il faut admettre, par ailleurs, que certains résidents, notamment ceux de quelques quartiers transgressent évidemment toutes les règles édictées élémentaires en matière d'hygiène et de santé publique. L'hygiène et la propreté sont l'affaire de tout un chacun. Les plaignants interpellent le wali à l'effet d'envisager des mesures appropriées face à cette problématique.



ANNABA / Sidi Amar Les occupants d'habitations précaires de la cité "440 logements" réclament leur droit à un logement social décent



LB

Plusieurs familles vivent dans des conditions lamentables au niveau de la cité 440 logements à Hdjar Ediss dans la commune de Sidi Amar. Selon les dires des habitants, ces familles semblent vivre un véritable calvaire, et occupent des habitations précaires réalisées avec leurs moyens de bord, et ce en l'absence d'un minimum de commodités, comme l'évacuation des eaux usées, l'alimentation d'eau potable, l'électricité et les sanitaires. Les plaignants avaient à maintes reprises saisies les responsables de l'exécutif de la wilaya, dans le but de pouvoir disposer d'un logement décent, mais leurs demandes sont restées vaines, aucun programme urbain n'a été envisagé et leur situation

demeure inchangée depuis des années. Ces occupants des bidonvilles réclament des logements décents et contestent le peu d'intérêt qui leur a été réservé par les autorités compétentes vis-à-vis de leur situation lamentable, dans laquelle ils se trouvent. Ce sont des dizaines de familles habitant dans des maisons précaires abritant parfois six membres sous le même toit depuis des dizaines d'années qui voient leurs demandes de logement en souffrance. Une situation qui s'est davantage compliquée au grand dam des familles qui attendaient avec impatience de voir leur problème réglé. Les habitants estiment que les responsables concernés doivent se pencher sur cette frange de citoyens qui galère d'année en année pour faire entendre sa voix.

ANNABA / Energie Les habitants des localités isolées pris au dépourvu par les intempéries



LB

À partir de cette semaine, encore du froid et de la pluie. La pression sur le gaz butane se fait durement ressentir dans les localités de Chetaibi, El Eulma, et El Treat où plusieurs quartiers ne sont pas raccordés au gaz de ville. Les habitants vivent le calvaire sans gaz de ville dans leurs foyers depuis plusieurs années, s'ajoute à cela la pression sur les bonbonnes de gaz butane, notamment après le froid qui s'annonce. De longues chaînes d'attente se forment tôt le matin en face des points de vente de cette énergie, et ne disparaissent que tard le soir, souvent sans la moindre bonbonne pour se

réchauffer !

Les citoyens, se plaignent du manque d'approvisionnement en gaz butane, et ont toutes les peines du monde à se procurer une bonbonne de ce produit qui se fait si rare en ces jours où le froid est âprement ressenti. Le gaz butane est la principale préoccupation des citoyens qui utilisent cette source d'énergie pour le chauffage en hiver. Les habitants de ces localités recalées, lassés de faire face à tous ces manques et contraintes, lancent un énième appel aux responsables de leur commune. Ils espèrent que leurs doléances trouveront enfin un écho favorable et qu'ils pourront voir bientôt la fin de ces souffrances au quotidien.

ANNABA / DIRECTION DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Lancement d'une caravane de sensibilisation sur «le fléau de la drogue »

Sarah Yahia

Lancée par la direction de la jeunesse et des sports de la wilaya d'Annaba, une caravane de sensibilisation sur le fléau de la drogue sera organisée au mois de novembre et sillonnera le territoire d'Annaba, et ce dans le cadre de la campagne nationale de la lutte contre les fléaux sociaux sous le slogan : « la lutte contre les fléaux sociaux une responsabilité de tout le monde ». C'est à partir de la commune d'El Chorfa que la caravane de sensibilisation sur les dangers de la drogue a été lancée, la semaine dernière, pour sillonner différentes



communes de la wilaya. En effet, cette caravane organisée en collaboration avec de nombreuses associations a pour objectif de sensibiliser

les jeunes, les parents et les enfants sur les dangers de la drogue et des psychotropes et être à l'écoute de ces jeunes toxicomanes afin de tenter de

les intégrer dans des centres de formation et d'enseignement professionnels. Cette caravane constitue une occasion pour faire connaître les mécanismes

et les différents centres d'aide aux toxicomanes en vue de les aider à arrêter la consommation de ces substances néfastes pour la santé.

Encadrée par des psychologues, des sociologues, des médecins et des cadres de la DJS, les organisateurs de cette caravane entendent, à travers cette initiative, se rapprocher des élèves des cycles moyen et secondaire, des étudiants du centre universitaire d'Annaba et des stagiaires des établissements de formation pour leur prodiguer des conseils et les avertir sur les retombées du fléau de la toxicomanie sur la santé et sur la société.

ANNABA / Intoxication

Deux membres issus d'une même famille asphyxiés par le monoxyde de carbone

Sihem Ferdjallah

Les éléments de la Protection civile sont intervenus, avant-hier à 18h23mn, pour évacuer deux (2) personnes (46-47 ans) issues d'une même famille à la cité 330 logements, sise "Dorban", après leurs intoxication due au monoxyde de carbone émanant d'un chauffe-bain. Les victimes ont été transférées aux urgences médicales de "Ibn Sina". La Protection civile a procédé

à plusieurs interventions de secours, suite à des asphyxies de gaz.

En dépit des recommandations préventives et les campagnes de sensibilisation menées par les services de la protection civile, le monoxyde de carbone ne cesse de menacer la vie des citoyens. Pour éviter de tels accidents, les séances de sensibilisation portent toujours sur la nécessité d'aérer les maisons, où les appareils de chauffage et chauffes

bain sont très sollicités en hiver ou en été. Dans la démarche qui est la leur, les intervenants dans les séances de sensibilisation mettent l'accent sur la nécessité de se procurer des appareils de marques connues, auprès des agents agréés. Il est par ailleurs fortement recommandé de ne pas utiliser les appareils qui ne sont pas dotés d'un système d'évacuation des gaz ou d'un système de sécurité.

Des grossistes et autres



commerçants de produits électroménagers et importateurs sans scrupule ont noyé dernièrement les

marchés à Annaba par des produits électroménagers qui ne répondent pas aux normes légales

ANNABA / Oued Zied

Un septuagénaire fauché par un véhicule

LB

La route nationale 44 au niveau de la localité d'Oued Zied a été le théâtre d'un accident de la route. Un vieil homme de 78 ans a été percuté violemment sur la route. En effet, la victime qui traversait la route à grande circulation a été fauchée par un véhicule touristique. La victime âgée de 78ans qui présentait de multiples fractures au niveau du corps a été transférée aux urgences de l'hôpital d'Ibn Rochd après avoir

été examiné par le médecin de la protection civile tandis qu'une enquête a été ouverte par les éléments de la gendarmerie nationale pour déterminer les circonstances de cet accident et identifier le chauffard en fuite. A noter qu'en sus de la présence des panneaux de signalisation routière les journées de sensibilisations aujourd'hui, plus que jamais, la famille, l'école, les associations et les médias sont vivement appelés à focaliser sur l'éducation en matière de

sécurité routière. Davantage d'efforts collectif devront être fournis afin de responsabiliser les citoyens usagers de la route, qu'ils soient piétons, cyclistes, motocyclistes, passagers d'une voiture ou futurs automobilistes. Puisque, des vies humaines perdues, des handicaps physiques, des traumatismes psychologiques, des familles endeuillées et d'importantes dépenses pour l'état et le citoyen sont les conséquences imparables de la délinquance routière.



ANNABA / CRIMINALITÉ**Arrestation de treize (13) personnes par la police d'Ain El Berda**

Sarah Yahia

Selon un bilan des activités de la police d'Ain El Berda, lors des 10 derniers jours 13 personnes ont été arrêtées pour détention d'armes prohibées ou en possession de stupéfiants et de substances psychotropes, tout comme pour divers délits. Cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par les éléments de la police pour lutter sans relâche contre le trafic de la drogue et des psychotropes. Les mis en cause ont été présentés par devant le procureur de la république, et placés en détention provisoire en attendant l'instruction



judiciaire de cette affaire.

Un appel au civisme des citoyens a été lancé par les représentants des forces de l'ordre qui ne cessent de rappeler la disponibilité des numéros verts mis à leur

disposition, à savoir le 17 et le 15 48 afin de signaler tout méfait auquel viendraient à être témoins des citoyens. Le numéro 104 concerne, quant à lui, les cas d'enlèvement ou de disparition d'enfants.

SETIF / FAITS DIVERS**Le directeur d'école « pédophile » écope d'une lourde peine**

L'affaire d'un directeur d'école primaire à Sétif, accusé d'agression sexuelle sur mineurs et attouchements, vient de connaître un rebondissement. Le tribunal d'Ain Oulmen dans la wilaya de Sétif a rendu, vendredi 10 novembre, son verdict sur l'affaire de pédophilie qui a ébranlé le secteur de l'éducation.

En effet, le directeur de l'école en question, qui a fait objet d'une plainte déposée par le parent de la victime, a été condamné à 8 ans de prison ferme et une amende de 30 millions de centimes. L'audience a été marquée par les témoignages choquants de l'élève âgée de 9 ans ; qui

n'a pas hésité à raconter le déroulement de l'acte obscène dont elle a été victime.

Cette pauvre fille a subi des attouchements sexuels après avoir été déshabillée dans le bureau de son directeur. L'accusé, de son côté, a nié les faits en expliquant qu'il était juste entrain de fouiller la fillette pour l'empêcher d'introduire du chocolat et des bonbons en classe.

La mise à nu des faits par l'examen du médecin légiste. Cependant, le rapport du médecin légiste présenté par le père de la victime, prouve que cette dernière a effectivement subi des attouchements sexuels. De ce fait, le procureur de la république avait requis, la semaine passée, une peine

de 10 ans à l'encontre du directeur, pour atteinte à la pudeur sur mineur.

Finalement, l'accusé a écopé d'une peine de 8 ans de prison ferme, assortie d'une amende de 300 milles dinars. De son côté, la direction de l'éducation de Sétif a fortement condamné cet acte odieux, tout en annonçant sa décision d'envoyer le directeur à la retraite.

Face à ce danger qui guette les élèves, les parents ne savent plus sur quel pied danser. L'un d'eux s'inquiète : « on surveille nos enfants quand ils sortent de la maison pour aller à l'école, mais comment les protéger une fois à l'intérieur de l'établissement scolaire ? »

ANNABA / POISSONNERIE**La sardine à 900 Da le kilogramme**

Sarah Yahia

Quand on parle de poisson, on pense généralement à la sardine, parce que son prix est habituellement le seul qui soit à la portée des ménages aux revenus limités, sauf qu'aujourd'hui il ne l'est plus. La sardine boude notre littoral. Les prix de la sardine s'envolent de nouveau, elle est passée de 700 DA à 900 DA/kg en l'espace d'une semaine. Un prix exorbitants qui n'est pas à la portée des revenus modestes et des petites bourses, sans parler bien sûr

des autres espèces de poissons et de crustacés notamment la crevette rose et le calamar qui n'échappent à cette flambée des prix.

Les clients se sont dits surpris de la flambée des prix. Certains pêcheurs expliquent cette situation par le mauvais temps, la rareté de la ressource et l'épuisement de la pièce de rechange, dont l'importation a été bloquée en raison de la pandémie.

Considérée comme une alternative aux viandes rouges, souvent inaccessibles aux petites bourses, la sardine a fini par devenir un produit de luxe.

ADRAR**Saisie de près d'un (1) kg de cocaïne**

Une quantité de 902 grammes de cocaïne a été saisie et une personne a été appréhendée par les services de la police judiciaire (PJ) relevant de la sûreté de la wilaya d'Adrar, a-t-on appris samedi passé auprès de la cellule de communication et des relations publiques de ce corps constitué.

Cette opération a été menée en coordination avec les forces de l'Armée Nationale Populaire (ANP), suite à l'exploitation d'informations faisant état

d'une tentative d'introduction d'une quantité de drogues dans la ville d'Adrar pour sa commercialisation.

Les investigations et les enquêtes ont permis la saisie de cette quantité de drogue et l'arrestation d'un suspect, selon la même source.

Après instruction d'une procédure judiciaire, le suspect qui a été présenté devant les instances judiciaires compétentes, a été placé sous mandat de dépôt, a fait savoir la même source sécuritaire.

Crise migratoire

Josep Borrell annonce de nouvelles sanctions à l'encontre de la Biélorussie

Tous ceux qui participent au trafic de migrants vers ce pays » seront visés, lundi, notamment des compagnies aériennes ou des agences de voyages, dévoile le chef de la diplomatie européenne dans un entretien au « JDD », selon le monde.fr.

Le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, annonce, dans une interview au Journal du dimanche (JDD) daté du 14 novembre, que de nouvelles sanctions seront prises, lundi à Bruxelles, à l'encontre de la Biélorussie, accusée d'instrumentaliser la question des migrants.

Lors du conseil des ministres des affaires étrangères de l'Union européenne (UE) qui se tiendra dans la capitale belge, « nous allons donner le feu vert à un élargissement du cadre juridique de nos sanctions contre la Biélorussie pour qu'on puisse



l'appliquer à tous ceux qui participent au trafic de migrants vers ce pays, par exemple les compagnies aériennes ou les agences de voyages impliquées, en interdisant leurs dirigeants de voyager et en gelant leurs actifs en Europe », dévoile le haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité.

« Mais cela ne nous empêchera

pas de sanctionner dès lundi, dans le cadre déjà en vigueur et pour la cinquième fois, une trentaine de responsables de l'administration de Loukachenko qui sont impliqués dans cette crise », ajoute-t-il.

« [Le président biélorusse Alexandre] Loukachenko s'est trompé, poursuit encore Josep Borrell. Il croyait qu'en ripostant de cette façon il allait nous

tordre le bras et faire annuler les sanctions. C'est tout le contraire qui se produit. Nous les renforçons en visant précisément ceux qui coopèrent avec lui. »

Pas d'« armée européenne »

Interrogé sur les relations entre l'Union européenne et la Russie, le chef de la diplomatie a affirmé vouloir « continuer à parler avec les dirigeants russes » car « la Russie ne va pas déménager, elle reste notre grand voisin » et « un partenaire global ».

Pour autant, « arrêtons d'être hypocrites, lance Josep Borrell. Evidemment qu'il y a une menace russe, sinon on n'aurait pas de troupes déployées dans les pays baltes ». Le haut représentant de l'Union européenne a présenté aux Vingt-Sept un projet de « boussole stratégique », censé « protéger l'Europe de toutes les menaces ». « L'UE doit (...) être une institution qui nous protège », plaide-t-il. « L'Europe est en

danger et les Européens ne s'en rendent pas compte », assène-t-il. Pourtant, le chef de la diplomatie de l'UE ne croit pas au concept d'« armée européenne » évoqué par le président français Emmanuel Macron. « Les Français aiment bien parler d'armée européenne, mais ce n'est pas ce qui sera créé », répond M. Borrell, alors qu'on lui demandait comment et avec quels moyens les Vingt-Sept pourraient se défendre.

Pour lui, la solution passe par une meilleure coordination des armées nationales. « Si on additionne les capacités de tous les pays européens, cela représente quatre fois la puissance militaire de la Russie et l'équivalent de celle de la Chine [sur un plan] budgétaire, fait-il valoir. Le problème, c'est que nous dépensons ces budgets de défense de façon beaucoup trop fragmentée, avec trop de duplications. »

Equateur

Au moins 68 morts lors d'une émeute en prison

Le centre de détention de Guayaquil est, depuis plusieurs mois, le théâtre de violents affrontements entre gangs liés au trafic de drogue, selon le monde.fr.

C'est une nouvelle tragédie qui frappe la prison équatorienne de Guayaquil. Des affrontements d'une extrême violence entre gangs de détenus se sont déroulés, vendredi 12 et samedi 13 novembre, dans ce pénitencier du sud-ouest du pays, où au moins 68 prisonniers ont été tués en vingt-quatre heures et 25 autres blessés. Corps mutilés et brûlés, scènes d'une grande « sauvagerie », « barbarie »... A coups d'armes blanches, d'armes à feu et d'explosifs, l'émeute a débuté

vendredi soir dans le bloc 2 de ce vaste centre pénitentiaire, le plus grand du pays.

Samedi soir, alors que la police avait pourtant assuré avoir pénétré le matin même dans ce bloc 2, le porte-parole de la présidence Carlos Jijon avait reconnu que « de nouveaux incidents se produisaient à l'intérieur du pénitencier », avec « des attaques d'un quartier à l'autre », avant de déclarer finalement la situation « sous contrôle ». Près de 900 policiers ont été déployés pour faire face aux incidents, dont 500 à l'intérieur même du complexe pénitentiaire.

Le président Guillermo Lasso « tient une réunion avec le haut commandement des forces armées

et de la police, un cabinet de crise a été mis en place », a déclaré M. Jijon samedi soir. Le chef de l'Etat « a invité des représentants de la société civile à commencer à organiser un dialogue à l'intérieur de la prison afin de mettre fin à la barbarie qui s'y déroule ».

« Sauvagerie »

Selon le gouverneur de la province de Guayas (dont Guayaquil est la capitale), Pablo Arosemena, « les échanges de tirs étaient très intenses, très près des portes d'entrée du pénitencier, avec des détonations ». Les assaillants ont « essayé d'assiéger, de coincer » les détenus du bloc 2. Le chef de ce bloc, connu comme le leader des « Tiguerones », a été libéré mercredi après avoir



purgé 60 % de sa peine. « Ce bloc cellulaire [avec quelque 700 prisonniers] étant désormais sans chef, d'autres blocs, avec d'autres gangs, ont essayé de le briser, d'entrer et d'y perpétrer un massacre total », a expliqué le gouverneur, dénonçant la « sauvagerie » des assaillants, qui

ont fait usage d'explosifs pour percer les murs. Du bloc 2, les violences se sont rapidement étendues à d'autres blocs de cellules, où les gangs criminels (« Tiguerones », « Lobos » et autres « Latin King ») liés au narcotrafic font régner la terreur.

France / Présidentielle 2022

L'introuvable dynamique d'une union de la gauche

Malgré des tentatives désespérées, l'espérance d'une candidature unique semble avoir vécu, alors que la gauche est de plus en plus affaiblie, à cinq mois du premier tour, selon le monde.fr. Tant qu'il restera ne serait-ce qu'un trou d'épingle par lequel il serait possible de faire passer le rassemblement de la gauche, il y croira. Guillaume Lacroix est le président du Parti radical de gauche (PRG), la force politique qui n'est pas la plus importante ni la plus médiatique. Dans le civil, il est conseiller d'Etat, il aime bien déjeuner – « une tradition radicale », précise-t-il – et espère replacer



un jour son parti au faîte de l'actualité politique. Mais avant, il veut accomplir un premier exploit : trouver le candidat unique de la gauche à l'élection présidentielle.

Alors, vendredi 5 novembre, sur l'air de « Réveillez-vous ! Vous êtes devenus fous ! », il a adressé une missive solennelle à tous les candidats de gauche déclarés et

aux chefs des partis afférents pour éviter un morcellement cauchemardesque : « D'ici au 31 décembre, nous pouvons et devons avoir élaboré cette plateforme pour la France. »

A cinq mois de l'échéance, ils sont toujours sept candidats à s'impaciter sur la ligne de départ en guettant chacun le faux pas irrémédiable de l'autre et en priant qu'elle ou lui-même décolle enfin en flèche dans les sondages. Les semaines passent et chacun de ces candidats peut observer que les idées de gauche ne rythment pas la précampagne présidentielle, dictée d'un côté par le président de la République,

Emmanuel Macron, et de l'autre par l'extrême droite d'Eric Zemmour et de Marine Le Pen.

« Je tends la main une dernière fois, prévient Guillaume Lacroix. Je suis abasourdi par cet éparpillement qui va créer la disqualification et l'humiliation. Il faut se mettre autour d'une table d'ici à fin décembre pour pouvoir rassembler la gauche autour d'un projet de gouvernement. L'incarnation en découlera. Sinon, les électeurs de gauche feront la grève du vote. Sinon, ce sera une faute impardonnable. » Sinon, il faudra lui faire un peu de place pour une huitième candidature, la sienne.

Les troupes anti- Houthis se retirent d'Al-Hodeïda

Les forces conjointes du Yémen présentes sur la côte ouest du pays ont annoncé vendredi leur retrait de plusieurs districts libérés dans la province d'Al-Hodeïda, y compris de certains quartiers de la ville en question.

Les Forces conjointes, qui désignent trois grandes unités militaires implantées sur la côte ouest du Yémen, ont fait savoir qu'elles avaient retiré leurs troupes des parties de la province d'Hodeïda soumises à la trêve décrétée par l'accord de Stockholm, conclu sous l'égide des Nations unies. Par ailleurs, les troupes retirées seront redéployées dans d'autres régions, selon les Forces conjointes.

« Nos obligations religieuses



et patriotiques nous amènent à défendre des fronts plus importants où les défenses peu solides nous permettront de gagner du terrain », ont-elles déclaré dans un

communiqué, arguant que l'accord de Stockholm a entravé leur action et les a empêchées de contrôler la ville d'Al-Hodeïda.

Dans un entretien téléphonique

avec Arab News samedi, des officiers des forces armées locales ont dit avoir reçu mercredi l'ordre de se retirer d'Al Hodeïda dans les prochaines 24 heures.

De grands convois de véhicules militaires transportant des combattants et des équipements militaires ont été repérés alors à leur sortie des quartiers d'Al-Houk, Hays, Attuhayta, Bait Al-Fakih, le secteur Kilo16 et la rue Sanaa dans la ville d'Al-Hodeïda.

Les Forces conjointes ont construit des barricades de sable et déployé des troupes le long d'Al-Hayma, une zone côtière exiguë située à 80 kilomètres au sud d'Al-Hodeïda, selon les officiers.

En effet, les Forces conjointes regroupent trois grandes unités

militaires : la Brigade des Géants, la Résistance nationale et la Résistance de Tihama. Ces unités ont été fusionnées en juillet 2019 sous la supervision de la Coalition arabe.

Elles sont parvenues à repousser la percée de la milice houthis dans la province d'Al-Hodeïda et ont largement souscrit à l'accord de Stockholm, même si elles étaient capables de libérer les dernières zones occupées par la milice houthis à Al-Hodeïda.

Peu de temps après le départ des Forces conjointes, la milice houthis a pris d'assaut les villes et villages de la province d'Al-Hodeïda et ses dirigeants à Sanaa ont annoncé la prise de contrôle de la province.

SYRIE

13 combattants loyalistes tués dans une embuscade de l'EI, selon une ONG

Au moins 13 combattants prorégime ont été tués samedi dans une embuscade tendue par le groupe Etat islamique (EI) dans l'est de la Syrie, a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Malgré sa déroute en Syrie en mars 2019 avec la chute de son "califat", l'EI continue de lancer des attaques meurtrières dans le pays, notamment dans le vaste désert de la Badiya qui s'étend de la province centrale de Homs jusqu'à celle de Deir Ezzor, à la frontière avec l'Irak, où les jihadistes sévissent également.

Menée dans la zone désertique de Masrib, dans l'ouest de la province de Deir Ezzor, l'attaque

de samedi a tué "13 membres d'un groupe local prorégime et blessé d'autres", selon cette ONG qui dispose d'un vaste réseau de sources en Syrie.

L'embuscade de l'EI a été menée alors que les combattants prorégime étaient en train de ratisser le secteur.

Selon Rami Abdel Rahmane, directeur de l'OSDH, ce bilan est "le plus élevé parmi les forces du régime et les groupes prorégime ces cinq derniers mois".

Depuis mars 2019, 1 593 membres des forces du régime ou des groupes qui lui sont fidèles ont été tués, ainsi que 153 combattants pro-Iran non syriens, lors de diverses attaques bombardements



ou embuscades menés par l'EI, selon l'OSDH.

Par ailleurs, 1 081 membres de l'EI ont été tués dans des attaques, selon la même source.

Plus tôt samedi, l'OSDH avait

indiqué que trois réfugiés irakiens dont une femme avaient été tués au cours des deux derniers jours par des membres de l'EI dans un camp du nord-est de la Syrie.

En Egypte, une «nouvelle capitale» pharaonique sort des sables du désert

NOUVELLE CAPITALE ADMINISTRATIVE,

Égypte: Palais des congrès rococo, immenses tours sur le modèle des gratte-ciel de Dubaï, opéra majestueux: la "nouvelle capitale" de l'Égypte sort des sables à 50 km du centre du Caire, un projet pharaonique voulu par le président Abdel Fattah al-Sissi.

Alternant avec des portraits du raïs, des panneaux le long de la route indiquent la "nouvelle capitale": des chantiers à perte de vue en plein désert à 25 kilomètres à peine du Fifth Settlement, l'un des derniers nés des faubourgs selectes du Caire.

En 2019, M. Sissi avait inauguré une vaste mosquée -- nommée "al-Fattah al-Alim", un des noms de Dieu dans l'islam, mais aussi le prénom du président -- et une cathédrale copte, copie conforme de sa jumelle inaugurée il y a plus d'un demi-siècle au Caire.

Le Parlement, des ministères ou des quartiers -- chics pour lesquels les promoteurs démarchent depuis des mois les Caireotes par téléphone, ou à loyer modéré dessinés par le ministère du Logement -- sortent de terre.

Des facultés, des hôpitaux et des écoles sont encore en construction alors que l'inauguration prévue le 30 juin a été repoussée, notamment à cause de l'épidémie de Covid-19.

Cette date est symbolique pour le pouvoir car ce jour-là, il y a huit ans, une foule immense donnait "mandat" à l'armée contre le président islamiste d'alors, Mohamed Morsi, renversé peu après par le maréchal Abdel Fattah al-Sissi.

Une ville en Tunisie se révolte contre les montagnes de déchets

Les fumées de gaz lacrymogène et les cris saturent l'atmosphère de la petite ville d'Agareb, dans centre-est de la Tunisie. Imperturbable, Mabrouka Ben Ibrahim manifeste au nom de sa fille dont elle attribue la mort à des émanations toxiques provenant d'une décharge toute proche.

Il y a deux ans, Youssa a succombé à l'âge de 21 ans à une piqûre de moustique. Sa mère est convaincue que l'insecte lui a transmis une maladie ou une toxine mortelle provenant des ordures de l'énorme décharge d'Agareb, qui s'étend sur 35 hectares, près de chez eux.

"J'ai perdu ma fille, je ne veux pas que d'autres familles soient endeuillées à cause de cette décharge", explique Mme Ben Ibrahim, 59 ans. Elle figure parmi les habitants qui manifestent depuis lundi contre la réouverture de



la décharge.

Les tonnes d'ordures enfouies sur le site d'Agareb, qui dessert un million d'habitants de la région de Sfax, contiennent aussi des déchets industriels et médicaux dangereux, selon les riverains. Des habitants et médecins dénoncent une incidence plus forte qu'ailleurs de certains

types de cancers, de problèmes de vue et d'infertilité.

Sous la pression populaire, les autorités avaient promis de fermer définitivement le site complètement saturé. Mais lundi, ils l'ont rouvert, faute de trouver un autre lieu de stockage, déclenchant une série de manifestations et d'affrontements

avec la police.

Mardi, un manifestant est mort des suites des gaz lacrymogènes tirés par les forces de l'ordre, selon sa famille, une version contestée par les autorités.

Quand la décharge d'Agareb a fermé provisoirement fin septembre, les municipalités de la région ont arrêté de ramasser les ordures, provoquant une crise des déchets à Sfax, qui s'est retrouvée 40 jours plus tard envahie de sacs poubelles.

Les autorités ont donc rouvert en catastrophe Agareb, située à une trentaine de km de la grande métropole industrielle, mais cela n'a fait que déplacer le problème.

Les riverains de la décharge, située non loin du centre-ville, se plaignent des pestilences du site depuis son ouverture en 2008.

EN / Mondial 2022 : Les Verts préparent le Burkina Faso

De retour à Alger, vendredi soir, après avoir battu Djibouti (4-0) au stade international du Caire plus tôt dans la journée, les Verts ont repris les entraînements, ce samedi, au CTN de Sidi Moussa. Préparant la dernière rencontre de la phase de groupes des éliminatoires au Mondial 2022 contre le Burkina Faso, les hommes de Djamel Belmadi ont repris le travail.

« Sur le terrain de la A, la séance débuta par le rituel exercice de jongle que les joueurs affectionnent particulièrement, suivi d'un atelier de jeu de passes progressif avec combinaison et redoublement avant de passer à d'intenses toros sur espace réduit, a indiqué la FAF. La suite de la séance sera dominée par un travail de mise en place tactique sous l'œil et les consignes du sélectionneur national, Djamel BELMADI à travers des oppositions sur la moitié du terrain. »

À noter que plusieurs joueurs ; Alexandre Oukidja, Aissa Mandi, Abdelkader Bedrane, Adem Zorgane, Ayoub Abdellaoui, Sofiane Feghouli, Youcef Belaili et Said Benrahma ont fait un passage en salle de gym pour une séance spécifique avant le début de l'entraînement.



L'EN préparera la CAN face à des sparring-partners africains



Le président de la FAF Charaf-Eddine Amara a révélé hier que l'équipe nationale jouera "des matches amicaux face à des équipes africaines" en décembre et janvier prochains, avant le coup d'envoi de la CAN prévu le 9 janvier 2022.

Le patron de la Fédération n'a pas voulu divulguer le programme de préparation de la sélection, mais reconnaît que la FAF travaille dans ce sens en ce moment. « Il y a une

programmation pour un stage et des matches amicaux, mais je ne peux pas révéler les noms. On va jouer des matches dans un pays bien précis, car après le Burkina, on entrera dans la préparation de la coupe arabe. Juste après, on ira au Cameroun pour jouer la CAN», a-t-il expliqué. Ainsi, la FAF semble avoir pris ses devants avant de se libérer pour la préparation de la coupe arabe au Qatar. Plus tôt dans la journée, Belmadi a fait une déclaration dans ce

sens à propos de la présence des supporters, mais qui a donné une indication sur cette préparation du rendez-vous africain : «On savait qu'ils attendaient ce moment, tout comme nous, inchallah on les rendra heureux. En espérant passer ce tour, on aura la double confrontation du mois de mars. Il y a aussi la préparation de la CAN ; on espère avoir plus de supporters.» Des propos qui nous donnent une indication : l'EN jouera au moins un match de préparation

à Alger avant la CAN. Comme CEA affirme qu'un stage est en train d'être préparé dans un pays étranger (peut-être les Emirats), il l'équipe nationale pourrait y disputer au moins un autre match. Si pour le moment, rien n'a filtré sur leur identité, on sait au moins que ça sera des adversaires africains. Une préparation qui nous rappelle celle des Verts en 2019 à Doha, qui ont affronté le Mali et le Burundi avant de rallier Le Caire.

L'USMAN enchaîne un nouveau succès et s'installe dans le trio de tête

Pour sa nouvelle apparition à domicile sur son stade fétiche du 19 mai 1956 l'USMAN a souffert pour prendre en défaut la défense adverse de la formation de l'IBLakhdaria bien en place jouant la prudence, durant toute la première période du jeu. En effet dès le début des hostilités, les visiteurs recroquevillés dans leur camp avaient subi la pression de leurs adversaires sans pour autant que ces derniers arrivent à prendre

l'avantage à la marque et ce par manque de concentration et de réalisme des attaquants. Certes, ils eurent trois occasions nettes de marquer, mais par excès de précipitations elles étaient toutes gauchies. Cette domination stérile de la bande de Yacine Slatni va permettre aux visiteurs de prendre contre toute attente l'avantage à la marque sur un contre meurtri de Hagggar à l'ultime minute de la première période de jeu (45'). Secoués sans doute par leur

staff technique à la mi-temps, les «Rouges» Unionistes sont revenus sur le terrain avec la ferme intention de rattraper leur retard en revoyant leur copie. En effet, dès la reprise de la seconde mi-temps, la troupe Annabie s'est ruée vers la cage de l'adversaire où ils parviennent à niveler la marque grâce à une passe lumineuse de Anis Khelaissia qui trouve à point nommé la tête de Zerguine (46'). Après les citrons, les tuniques rouges

harcelèrent les visiteurs dans leur dernier périmètre qui subissent alors une forte pression sans pour autant plier. Cette domination des locaux s'est traduite finalement par un deuxième but de Zerguine (67'). Libérés psychologiquement les locaux tentèrent de creuser l'écart par Zerguine qui rate une belle aubaine pour tuer le match. En face les visiteurs vont jeter alors toutes leurs chances dans le dernier quart heure de la partie pour niveler la marque mais en

vain, les tuniques rouges grâce à un milieu de terrain très fourni par Kossiala, Zerguine et Helaiissa tiennent en mains leur troisième victoire consécutive après leur première défaite enregistrée hors de leur base. Ainsi avec ce nouveau succès, les tuniques rouges s'installent dans le trio de tête avec le l'USChaouia et le MOB. Pour leur prochaine sortie, ils se rendront à Eulma qui tisse en ce moment du mauvais coton.

Tayeb Zgaoula

PSG : La nouvelle sortie de Kylian Mbappé sur son transfert au Real Madrid

Auteur d'un quadruplé samedi soir et éblouissant face au Kazakhstan avec l'équipe de France dans le cadre des éliminatoires du Mondial 2022 (8-0), Kylian Mbappé s'est une nouvelle fois exprimé sur son avenir et ce transfert avorté au Real Madrid lors du dernier mercato estival.

Altruiste, brillant, juste techniquement, effrayant de réalisme, Kylian Mbappé a rendu une copie parfaite, samedi soir, alors que l'équipe de France écrivait le Kazakhstan (8-0) pour définitivement valider son billet pour la Coupe du monde au Qatar, prévue du 21 novembre au 18 décembre 2022. Homme du match et auteur d'un quadruplé historique, le premier depuis Just Fontaine contre la RFA en 1958, l'attaquant international français (52 sélections, 23 buts) s'est également illustré d'une passe décisive pour Karim Benzema. Une véritable masterclass qui affole une nouvelle fois la presse européenne et laisse son sélectionneur sous le charme



: «c'est une très belle soirée personnelle sur le plan de l'efficacité, mais il a tellement bien fait avant. Dans le jeu de tête, petit à petit, il commence à devenir performant. Il est perfectionniste, il a cette capacité à faire beaucoup de différences et d'être efficace. Il affole les compteurs alors que malgré tout c'est un jeune joueur», déclarait Didier Deschamps à l'issue de la rencontre.

Kylian Mbappé affole les compteurs, Kylian Mbappé brille de mille feux, Kylian Mbappé ne laisse rien transparaître sur

le terrain. Pourtant, il y a encore quelques semaines de cela, le natif de Bondy était en pleine tempête médiatique. Et pour cause, sous contrat jusqu'en juin prochain avec le Paris Saint-Germain, l'attaquant des Bleus reste toujours la priorité absolue du Real Madrid. Si les Merengues, face à la fermeté du club parisien, avaient dû se résigner à l'idée de le recruter lors du dernier mercato estival, nul doute que les dirigeants madrilènes reviendront à la charge lors de la prochaine échéance hivernale. D'autant

plus que l'ancien Monégasque n'a jamais caché son envie de rejoindre la Casa Blanca et reste très mystérieux quant à son avenir.

Kylian Mbappé se sent plus fort mentalement !

Si les choses sont peut-être d'ores et déjà claires dans sa tête, l'attaquant parisien (6 buts et 6 passes décisives en 12 matches de L1 cette saison) ne laisse toujours pas entrevoir le moindre indice sur sa future destination. Relancé à ce sujet par un journaliste de TNT Sport Brasil à l'issue de la rencontre, samedi soir, le champion du monde 2018 déclarait ainsi : «je ne sais pas, je ne sais pas encore (sourire). Je suis là. Cette saison, j'ai dit que j'ai passé cinq années extraordinaires, j'ai profité de chaque instant et je continue à le faire. Maintenant, plein de grandes choses vont venir, de grandes échéances, mais j'ai déjà parlé de cela». Présent, ce dimanche, au micro de Telefoot, la star parisienne est d'ailleurs revenue, plus longuement et sans

équivoque, sur cet été tumultueux et ce transfert avorté au Real Madrid.

«Ce qui m'est arrivé cet été, ça m'a forgé. Prendre coup sur coup le pénalty raté décisif (ndlr : lors du huitième de finale perdu face à la Suisse), puis un non-transfert, ça teste votre mental, vos limites. J'ai répondu de la meilleure des manières : ça m'a renforcé. Je sais ce que je suis capable de faire. Je me suis réfugié dans le travail, parce qu'il faut se remettre en question. Ce n'est pas toujours la faute des autres», a ainsi lâché Mbappé avant d'ajouter : «vider son sac après toutes les fausses rumeurs, les non-dits, ça aide. Mais je suis beaucoup mieux physiquement, beaucoup plus heureux dans ma vie : ça aide pour faire de grandes performances !» Une forme de mea culpa où le numéro 7 du PSG assure avoir appris de ces récents événements et s'être renforcé mentalement. Pour autant, les sirènes madrilènes devraient, à nouveau, rapidement le mettre à l'épreuve.

Cafu met la pression sur Neymar



L'ancienne légende du Brésil estime que Neymar doit faire beaucoup plus en sélection.

A l'occasion du Marca Sport Weekend, un événement organisé par Marca, le quotidien sportif madrilène, l'ancienne gloire de la Seleção, Cafu, a participé à une table ronde. Interrogé sur de nombreux sujets, il s'est prononcé sur le statut de Neymar et a livré quelques anecdotes sur sa carrière.

Cafu sur Neymar

Alors que le Brésil vient de se qualifier pour la Coupe du monde, le dernier sacre de la Seleção remonte à 2002. Pour Cafu, Neymar peut offrir le titre à son pays mais il doit faire beaucoup plus par rapport à ce qu'il montre actuellement : «Neymar est techniquement

meilleur que Messi et Cristiano Ronaldo, mais il doit assumer la responsabilité d'être un leader, un capitaine et un crack. Il doit se consacrer à 100 % au football. Je n'étais pas meilleur que Neymar, mais j'étais meilleur que les autres latéraux droits parce que je me suis consacré à 100% à mon sport. Je suis le seul footballeur à avoir joué trois finales de Coupe du monde à la suite et j'ai pu en gagner deux, c'est une immense fierté pour moi.»

Cafu et le Real Madrid

Au cours de sa carrière, Cafu a joué à São Paulo (1989-1994), Saragosse (1995), Palmeiras (1995-1997), l'AS Rome (1997-2003) et l'AC Milan (2003-2008). Mais il aurait pu rejoindre le Real Madrid en 1992 mais il explique pourquoi le transfert ne s'est pas fait : «J'ai eu l'occasion

de signer au Real Madrid en 1992. São Paulo allait jouer la finale de la Coupe Intercontinentale et le Real m'a contacté. Ils ont aussi discuté avec mon club mais São Paulo a refusé de me vendre car il voulait que joue la finale.»

«Il y avait un pré-accord entre le Real Madrid et São Paulo : Claudemir Vitor Marques allait être prêté pendant quelques mois au Real et à son retour, je devais rejoindre le Real Madrid. Mais São Paulo, après avoir remporté la Copa Libertadores, a gagné la Coupe Intercontinentale et ne voulait plus me laisser partir.», ajoute Cafu.

Un choix judicieux puisqu'après avoir réalisé le doublé Copa Libertadores/Coupe Intercontinentale en 1992, São Paulo et Cafu récidiveront en 1992.

Man U : Manchester United fixe le prix de Jesse Lingard



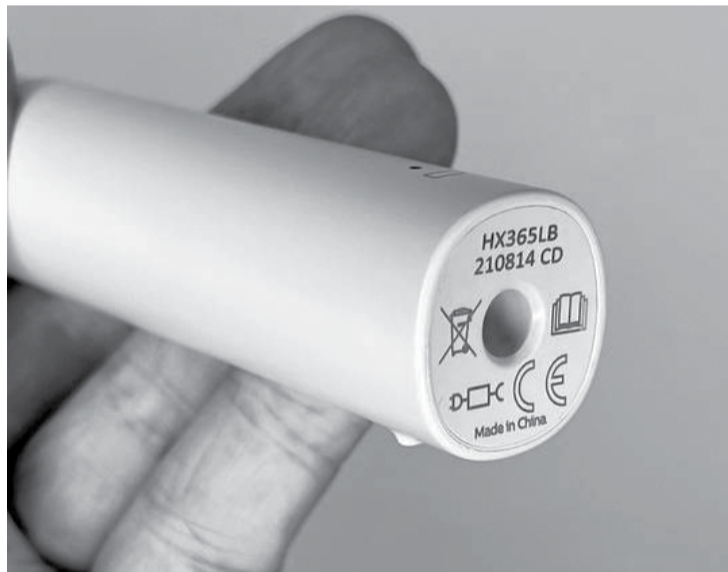
Malgré une deuxième partie de saison dernière canon avec West Ham, le milieu offensif anglais Jesse Lingard a bien plus de mal à s'imposer dans l'effectif de Manchester United, en crise depuis plusieurs semaines en championnat. Avec seulement sept entrées en jeu en Premier League et Ligue des Champions et une seule titularisation en Coupe de la Ligue, le joueur de 28 ans n'a pas eu l'occasion de se montrer décisif et de sortir son club formateur en championnat, auteur d'une seule victoire sur ses six derniers matches.

D'après les informations du Sun, le board mancunien aurait estimé son international aux 32 sélections (6 buts) à 10 millions de livres sterling (soit 11,7M€). D'ailleurs, les Hammers seraient prêts à payer le prix demandé pour retrouver le joueur qu'ils s'étaient faits prêter l'an passé et qui avait brillé avec le club londonien, avec 9 buts marqués et 5 passes décisives délivrées en 16 rencontres toutes compétitions confondues. United avait entamé les discussions avec le pensionnaire du parc olympique de la capitale britannique et demandait 25 M€ (29,3 M€).



Sonicare 2100

Philips monte le son pour mieux brosser les dents



Smile ! Avec sa brosse à dents Sonicare 2100, Philips tente d'attirer dans ses filets les consommateurs qui n'utilisent pas encore de brosse à dents électrique. Vendue 29 euros seulement, l'appareil veut ainsi démocratiser l'usage de ce type de solution pour favoriser l'hygiène bucco dentaire.

Déballée, la Sonicare 2100 est prête à l'emploi. Fournie avec son chargeur USB à induction, la brosse à dents au design joliment effilé n'attend plus que l'on emboîte sur son manche sa tête de brosse (un exemplaire fourni), qu'on lui applique une noisette de dentifrice et qu'on l'allume. Attention au premier contact ! Quiconque n'a jamais utilisé ce type de brosse à dents s'étonnera de son bruit un peu strident, mais aussi des vibrations de sa tête de brosse. Une fois en bouche, on est d'ailleurs déconcertés par la sensation première qu'elle procure, comme des chatouillements. Ce premier contact qui peut sembler d'abord un peu gênant finit par s'oublier. Attention : ce n'est pas parce que cette brosse à dents est électrique qu'il ne faut pas appliquer les traditionnels mouvements de brosse (de la gencive vers la dent).

Toutes les 30 secondes, la Sonicare 2100 émet un léger bip. Pourquoi ? A raison de deux minutes de brosse (le temps recommandé par les professionnels de l'hygiène bucco dentaire), trente secondes sont nécessaires pour bien brosser chaque quart de la

mâchoire, en haut, en bas, à gauche et à droite. En bipant, la brosse à dents indique donc que l'on peut changer de zone de brosse. Au bout des deux minutes réglementaires, la brosse à dent s'éteint. Pas mal pour ceux qui ont parfois du mal à se brosser les dents assez longtemps...

Un mélange mousseux et liquide

Surprise : avec la salive, le dentifrice se transforme en un mélange mousseux assez liquide qui a tôt fait de couler de la bouche si l'on n'y prend pas garde. Vous serez prévenus ! On note également que la finesse de la tête de brosse permet d'aller vraiment taquiner les molaires au fond de la bouche, une zone généralement plus délicate d'accès avec une brosse à dents manuelle.

A l'issue de la séance de brosse, la sensation de fraîcheur est là. En passant légèrement la langue sur les dents, une impression de propreté se dégage, les dents semblant particulièrement lisses. Testée durant une semaine, la Sonicare 2100 nous a donné satisfaction. Cette durée reste sans doute insuffisante pour offrir davantage de blancheur aux dents, mais l'impression d'un léger mieux est réelle.

Une brosse à dents sonique

La brosse à dents Sonicare 2100 utilise la technologie « sonique », également défendue par Panasonic. Celle-ci se différencie de la technologie « oscillo-rotative » d'autres brosses à dents (principalement celles de la marque Oral-B). Avec une brosse à dents

sonique, la tête de brosse est de forme ovale et effectue un nombre considérable de micro-oscillation que l'on ressent comme des vibrations. D'où cette impression de chatouillements.

Avec la Sonicare 2100, Philips évoque 31.000 mouvements par minute. Ce type de brosse à dents peut ainsi vibrer de 15.000 à 62.000 fois par minute ! Avec une brosse oscillo-rotative, la tête de brosse de forme ronde tourne sur elle-même et effectue, là aussi, un nombre considérable de mouvements (jusqu'à 48.000 par minute). En termes d'efficacité, les brosses à dents soniques sont particulièrement recommandées pour éliminer plus facilement la plaque dentaire.

Autre argument : une sensation de plus grande douceur de brosse, ce qui peut séduire les personnes qui ont les gencives sensibles. Que l'on utilise l'une ou l'autre technologie (c'est surtout une question de confort de brosse), il est nécessaire de renouveler la tête de brosse

de sa brosse à dents tous les trois mois environ. Comptez environ 5 euros l'unité pour la brosse à dents Philips.

Reste que la Sonicare 2100 est une brosse à dents sonique assez basique. Des modèles plus perfectionnés peuvent être équipés d'un capteur de pression pour alerter leur utilisateur lorsqu'il appuie trop fort sur les dents ou la gencive. Certaines brosses à dents électriques sont aussi connectées et lestées d'une application pour mieux contrôler le brosse. Comme la Philips Sonicare 9900 Prestige, ou la gamme iO d'Oral-B, il en existe même qui embarquent une dose d'intelligence artificielle pour guider leur utilisateur vers des brossages plus efficaces tout en tenant compte de leur historique de brosse. Pas certain que cela attire forcément le très grand public, d'autant que ces brosses peuvent valoir jusqu'à 300 euros !

En Bref...



La Switch de Nintendo fait un pas de plus vers le multimédia en accueillant Twitch. Une application de la plateforme vidéo d'Amazon vient en effet d'être ajoutée sans prévenir sur le Nintendo eShop, rapporte Frandroid. Il est donc désormais possible de regarder les programmes proposés par vos streamers préférés directement depuis la Nintendo Switch.

La présence de Twitch sur la console de jeux japonaise peut toutefois surprendre car au moment de sa sortie, Nintendo avait indiqué qu'on n'y verrait ni Netflix, ni YouTube. « Lorsque nous avons lancé la Switch, nous avons été très clairs : nous voulions positionner l'appareil comme un appareil de jeu », avait indiqué Reggie Fils-Aimé, alors président de Nintendo USA. Mais le responsable avait toutefois annoncé que Nintendo aurait des annonces à faire « en temps voulu ».

YouTube, Twitch mais pas encore Netflix

En 2018, l'application YouTube a ainsi fait son apparition sur la Switch. De son côté, Netflix reste encore absent. Mais l'apparition de Twitch sur la console de jeux a du sens car la plateforme de diffusion vidéo d'Amazon est largement dédiée à l'univers du jeu. En installant l'application sur la console, les premières recommandations de la plateforme concernent en effet le visionnage du sport ou encore des talk-shows, a repéré Frandroid.

« L'univers du sport est ici. Regardez vos sports préférés : basketball, baseball, football, football américain, natation, catch, hockey, billard et bien plus encore avec les talk-shows, les chaînes de league, les équipes virtuelles, et l'esport », est-il écrit. L'application Twitch est téléchargeable gratuitement.



Certaines courges peuvent être toxiques !

L'automne, c'est la saison des potimarrons, butternut et autres cucurbitacées. Leur goût légèrement sucré et leur forme les rendent aussi populaires dans l'assiette qu'en décoration. Mais attention, toutes les courges vendues dans le commerce ne sont pas comestibles, certaines sont même toxiques ! Les cucurbitacées sont une famille botanique qui regroupe environ 800 espèces que l'on connaît le plus souvent sous les noms de citrouille, potiron, potimarron, butternut... Elles ont été domestiquées il y a plusieurs millénaires par l'humanité et consommées depuis pour leur fruit et leurs graines. On les retrouve sur les étals des magasins et dans les potagers dès l'automne.

Attention aux courges amères

L'Anses (l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail) met en garde néanmoins contre la consommation de courges dites « amères ». Il s'agit par exemple des coloquintes, vendues à but décoratif et qui ne doivent pas être consommées, mais aussi des spécimens cultivés dans les potagers qui ont le même aspect que les variétés consommables.

En effet, certaines cucurbitacées produisent des substances toxiques de la famille des cucurbitacines qui résistent à la cuisson. Elles ne sont pas mortelles mais provoquent des symptômes digestifs comme des diarrhées et vomissements qui peuvent aboutir à une déshydratation et d'autres symptômes liés.

Pour savoir si une courge est comestible, l'Anses recommande d'en goûter un petit morceau cru : si elle est amère, il ne faut pas la consommer. Cela vaut aussi pour les variétés cultivées au potager. Il ne faut pas consommer



une courge dont on ne connaît pas l'origine, ni semer des graines de l'année précédente qui pourraient être issues d'une hybridation avec une plante sauvage ou une plante amère

cultiver dans le même potager.

En cas de symptômes, il faut appeler la Samu en faisant le 15 (ou le 112 au niveau européen) ou le centre antipoison le plus proche.

Pourquoi le vaccin Moderna est-il déconseillé au moins de 30 ans ?

Dans un communiqué de presse du 8 novembre, la HAS édite une nouvelle recommandation pour le vaccin à ARNm de Moderna, nommé Spikevax. Celui-ci est maintenant déconseillé aux moins de 30 ans, en raison du risque de myocardite. Faut-il s'inquiéter ? De quoi s'agit-il exactement ?

La somme des connaissances sur les vaccins contre la Covid-19 évolue chaque jour. Jamais aucune maladie n'aura connu des avancées aussi rapides ! En fonction de celles-ci, les recommandations sont adaptées, quasiment en temps réel. Il y a



plusieurs mois, le vaccin Moderna a obtenu une AMM (Autorisation de mise sur le marché) pour la primo-vaccination avec le schéma suivant : deux doses de 50 µg. Fin octobre, ce vaccin a obtenu une extension d'AMM pour l'administration d'une

troisième dose à 50 µg également. Aujourd'hui, la Haute Autorité de santé (HAS) fait le point sur la place de ce vaccin dans la stratégie vaccinale.

Un risque de myocardite peu fréquent et d'évolution favorable Les dernières données

disponibles montrent que le vaccin de Moderna a une efficacité légèrement supérieure au vaccin de Pfizer, même si son efficacité diminue au cours du temps comme pour le vaccin de Pfizer.

Une myocardite est une inflammation du

muscle cardiaque ; elle survient volontiers chez les hommes jeunes. Le risque de myocardite chez les personnes de moins de 30 ans est cinq fois inférieur avec le vaccin de Pfizer comparé au vaccin de Moderna. Néanmoins, les myocardites survenues avec le vaccin de Moderna restent rares et sont d'évolution favorable. Elles sont généralement survenues dans les sept jours après l'injection.

En attente de données complémentaires, la HAS recommande donc de vacciner les moins de 30 ans avec le vaccin de Pfizer, qu'il s'agisse de la primo-vaccination ou de la dose de rappel.



Pourquoi adopter le balayage minéral ?

Plus respectueuse des cheveux mais aussi de la planète, cette technique de décoloration devrait vous séduire. On vous dit tout sur le balayage minéral.

Le balayage minéral, tout comme un balayage classique, permet d'apporter de la nuance aux cheveux, pour un effet plus naturel qu'avec des mèches. Si l'effet reste le même, il y a tout de même une différence notable entre un balayage classique et un balayage minéral : la composition de la poudre décolorante.

Pourquoi adopter le balayage minéral ?

Une poudre de décoloration dite classique est composée de beaucoup de substances toxiques et allergènes, aussi bien pour le coiffeur, la cliente et la planète, comme les persulfates, qui sont reconnues des facteurs d'asthme chez les professionnels de la coiffure. Dans la poudre de coloration dite minérale, ces composants sont retirés et remplacés par



des agents nettement moins toxiques et allergènes. Parmi eux : l'argile, l'eau oxygénée et des pigments minéraux.

De plus, un balayage minéral permet d'obtenir exactement les mêmes résultats qu'un balayage classique ! Cependant, cette technique représente toujours une transformation chimique du cheveu, qui le fragilisera quoi qu'il arrive. Pour limiter les dégâts, mieux vaut ne pas en abuser et faire appel à un professionnel qui saura estimer si la nature et la



santé de vos cheveux leur permettent de subir une décoloration et donc, de maîtriser le temps de pose pour éviter une casse du cheveu.

Balayage minéral : pour quel type de cheveux ?

Bonne nouvelle ! Le balayage minéral s'adapte à tous les types de cheveux, peu importe leur couleur ou leur nature. Attention cependant, c'est une technique à éviter pour les cheveux abîmés et cassants, qui auront besoin d'un soin capillaire avant de s'essayer à



la décoloration.

Autre précaution : veillez à ne pas avoir effectué une coloration végétale à base d'indigo avant de faire votre balayage minéral. En effet, en rentrant au contact de certaines substances, vous pourriez vous retrouver avec des reflets bleus ou verts !

L'entretien d'un balayage minéral

Comme toute technique de coloration ou de décoloration, un entretien spécifique est de mise et le balayage minéral n'échappe pas à la règle. Votre chevelure se retrouve en effet sensibilisée par la décoloration, il est donc recommandé de faire un soin réparateur (essentiellement à base de kératine) après chaque shampoing, pour maintenir la bonne santé du cheveu.

L'astuce insolite pour réchauffer parfaitement sa nourriture au micro-ondes

Découvrez comment faire pour réchauffer un plat ou un aliment au micro-ondes de la manière la plus uniforme possible. Une astuce insolite mais super pratique !

Combien de fois avez-vous mis à réchauffer un plat au micro-ondes pour le ressortir brûlant à l'extérieur et glacé à l'intérieur ? Sans doute beaucoup plus que ce que vous aimeriez. Sachez que ce phénomène se produit car votre appareil ne chauffe pas la nourriture de manière homogène. Or, c'est quand même bien embêtant. Si l'on décide de mettre son reste de plat de pâtes au poulet à réchauffer au micro-ondes, c'est pour gagner du temps. Afin de maximiser les effets de votre appareil, découvrez cette astuce simple qui va vous permettre d'avoir une chaleur uniforme et de déguster vos restes en un rien de temps. Elle nous vient tout droit de TikTok, et elle est simple comme bonjour !

L'astuce simple pour réchauffer sa nourriture

Avez-vous déjà réalisé que



vous mettiez vos plats à chauffer exactement au milieu de la plaque tournante ?

Si non, nous non plus avant

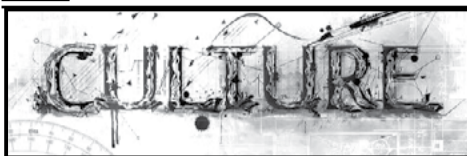
aujourd'hui. Il semblerait que c'est un réflexe que l'on a adopté un peu inconsciemment. Or, lorsque l'on fait cela, le plat reste totalement

statique dans le micro-ondes, ce qui empêche à la chaleur de se répartir partout. Pour y remédier, le compte TikTok @onlyjayus (Isabella Avila), propose une solution archi simple à laquelle vous n'avez peut-être jamais pensé. Pour bien réchauffer vos plats, il vous suffit de décaler le contenant sur les bords de la plaque transparente pour l'excentrer. Placé de cette façon, le plat va faire plusieurs tours complets dans le micro-ondes et la chaleur va donc se répartir de manière parfaitement homogène. Terminé les assiettes brûlantes alors que les aliments sont encore froids !

D'autres astuces pratiques à découvrir

Si vous souhaitez découvrir d'autres manières de réchauffer correctement vos aliments, la vidéo de la Tiktokeuse ne s'arrête pas là ! Pour réchauffer deux plats en même temps dans ce tout petit appareil, il existe en fait une astuce toute bête. Placez votre premier plat à l'extrémité de la plaque, puis une tasse juste à côté. Posez

vos deux plats sur la tasse. Cette astuce vous permettra de gagner de la place et du temps pour tout chauffer en même temps, mais permet également une meilleure distribution de la chaleur. Ce qui implique que vos deux plats seront bien chauds, sans mauvaise surprise à l'arrivée. La jeune fille propose également une astuce ingénieuse pour bien réchauffer sa part de pizza. Si vous avez déjà tenté l'expérience, peut-être vous êtes-vous déjà retrouvé avec une part de pizza toute molle, ou au contraire dure comme du béton. Afin d'éviter cela et de rendre à votre pizza son croustillant d'antan, placez un verre d'eau dans votre micro-ondes avant de lancer le minuteur. L'humidité va permettre de conserver la texture sans la rendre molle et caoutchouteuse. Cela fonctionne aussi avec des pâtes, pour leur éviter de les ressortir de là toutes sèches et collées les unes aux autres.



Expo 2020 Dubaï

Le pavillon algérien, un voyage des profondeurs de l'histoire humaine aux aspirations futures



Le pavillon algérien à l'Expo 2020 de Dubaï propose à ses visiteurs un voyage qui les emmène du patrimoine culturel algérien aux aspirations futures de l'Algérie.

Ce voyage commence à partir de conception extérieure remarquable du pavillon, qui s'inspire de la vieille Casbah d'Alger, classée par l'UNESCO patrimoine mondial, et ce comme signe de l'enracinement historique de l'Algérie et de son dynamisme culturel.

En franchissant l'entrée extérieure, le visiteur traverse d'abord une grande cour «Wast Eddar», entourée de portes sculptées et surmontées de balcons distingués par des piliers en bois, a constaté l'APS lors d'une visite au niveau du

pavillon algérien.

A gauche de la cour, le visiteur trouvera une galerie ornée par d'autres éléments artistiques de l'ancienne architecture de la capitale, tels les arcs et les colonnes mauresques.

Cet espace ouvert a été choisi pour être le premier lieu de rencontre pour le visiteur qui se rend dans le pavillon algérien, de manière à mettre en avant l'ouverture de l'Algérie sur l'autre, notamment que Dubaï Expo 2020 a fait du vivre ensemble son principal slogan.

A ce propos, le commissaire du pavillon algérien à l'Expo, Mokhtar Attar a indiqué que «l'Algérien a une disposition innée de nouer des relations avec l'autre. Plus encore, il se caractérise par une relation

poétique, particulièrement évidente à travers ses manifestations uniques de générosité».

Une fois dans le pavillon, le visiteur se lance dans une expérience de voyage unique dans laquelle il se déplace selon un chemin ascendant à travers plusieurs stations qui montrent la profondeur culturelle de l'Algérie et ses aspirations futures.

La première de ces stations étant le site archéologique préhistorique d'Aïn Boucherit (Sétif), où une équipe scientifique algérienne a découvert des outils de pierre liés aux ossements d'anciens animaux.

Le pavillon expose ces outils de pierre avec des vidéos des fouilles archéologiques qui ont confirmé la présence humaine sur le territoire algérien il y a au moins 2,4 millions d'années.

Cela confirme également l'ancienneté de la civilisation en Algérie et se veut «la réponse la plus éloquente aux sceptiques de l'histoire du pays et de son peuple», a affirmé le commissaire du pavillon algérien.

Etant donné qu'il se trouve dans la zone d'exposition «mobilité», qui est un des trois principaux sous-thèmes de l'Expo 2000 Dubaï (en plus de l'opportunité

et de la durabilité), le pavillon algérien a choisi de focaliser sur « le périple », en se déplaçant de Tamanrasset au nord algérien, à travers la route transsaharienne. Cette route est l'un des grands projets de développement dans la région, d'autant qu'elle passe par cinq autres pays, à savoir la Tunisie, le Mali, le Niger, le Tchad et le Nigéria sur une distance de 4.500 Km.

La visite se poursuit pour arriver à In Salah qui représente le périple de l'énergie renouvelable, ensuite la ville de Ghardaïa qui représente le périple de l'eau, puis la ville de Bougezel où sera érigée, à l'horizon 2030, une vielle intelligente, pour arriver enfin à Alger.

Ces différentes haltes soulignent les aspirations de l'Algérie et ses grands projets structurants, sa position sur la scène internationale, ainsi que son rôle pionnier en Afrique.

A travers ces haltes, s'illustre la vision prospective de l'Algérie, laquelle repose sur la transition énergétique et le développement des nouvelles technologies et l'intégration régionale.

Le périple s'achève dans la salle de projection par la présentation d'un film qui explique les potentialités touristiques, culturelles et de développement

de l'Algérie.

Ce film montre les aspects de la beauté et de la diversité de l'Algérie et la ferme conviction des Algériens en un avenir meilleur et en la capacité de leur pays à contribuer au développement dans le monde.

Dans ce contexte, M. Attar dira que « ce périple représente une expression claire de la confiance de l'Algérien en soi, sa fierté de son histoire, car au moment où il tend à préserver son legs civilisationnel, vous le trouvez aussi ouvert sur la modernité ».

Avant sa sortie du pavillon algérien, le visiteur peut accrocher une feuille sur « la fresque de la communication », sur laquelle il partage ses sentiments, il exprime ses impressions et ses opinions sur ce « périple ».

L'idée a été favorablement accueillie par les visiteurs. Preuve en est le nombre des visiteurs qui ont interagi avec cette idée, en faisant part de leurs opinions, et qui s'élève, à ce jour, à environ 20.000 visiteurs, selon M. Attar qui a affirmé que le pavillon algérien est parmi les rares pavillons, si ce n'est le seul qui a concrétisé l'idée de la fresque.

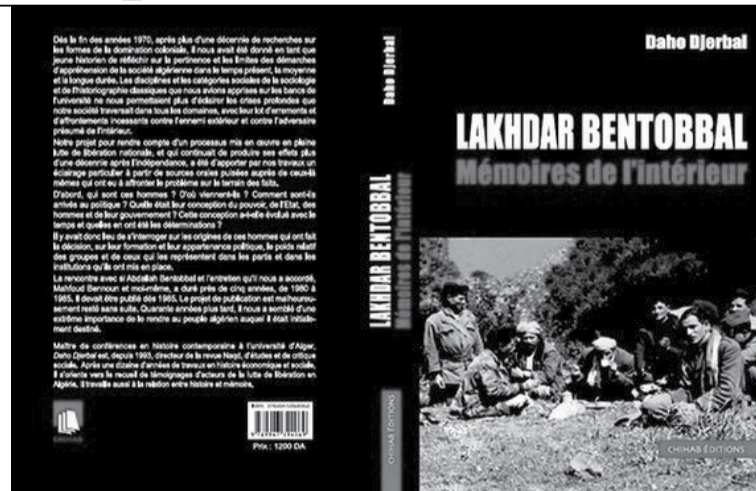
Art contemporain africain :

Daho Djerbal publie les mémoires de Lakhdar Bentobbal

L'universitaire et historien Daho Djerbal a publié mercredi un nouvel ouvrage historique intitulé «Lakhdar Bentobbal, mémoires de l'intérieur», restituant de la manière la plus fidèle et la plus exact possible la pensée et l'action de Lakhdar Bentobbal (1923-2010) ainsi que son parcours depuis l'enfance jusqu'à son intégration au GPRA.

Publié aux éditions «Chihab» cet ouvrage de 379 pages revient sur le parcours de Lakhdar Bentobbal, dit Si Abdallah, sur la base d'un long entretien accordé à l'auteur et au sociologue Mahfoud Bennoun qui aura duré près de cinq ans de 1980 à 1985. La publication de l'ouvrage était restée à l'époque sans suite.

L'ouvrage revient sur l'enfance



de Lakhdar Bentobbal, né en 1923 dans une famille modeste de Mila et sur ses premiers pas à l'école coranique puis à l'école française dans une ville qui a connu le renouveau réformiste grâce à Cheikh Mbarek El Mili puis l'apparition de foyers militants du Parti du peuple

algérien (PPA).

Il raconte également tout le travail militant en milieu urbain et rural, et les changements qu'a connu le PPA pour arriver à l'Organisation spéciale (OS) et la constitution des premiers maquis, les préparatifs du passage à l'action et les

différentes réunions avant le déclenchement de la révolution. Dans un chapitre intitulé «L'an 1», Lakhdar Bentobbal évoque la nuit du 1er novembre, la mort de Didouche Mourad, tombé aux champs d'honneur le 18 janvier 1955, les attaques du nord constantinois du 20 août 1955, et le premier congrès de cette Wilaya II historique où il a servi, et qu'il va diriger plus tard.

L'organisation de la guerre de libération est également un point important que le chef historique a longuement évoqué avec l'auteur détaillant le déroulement et les enjeux du congrès de la Soummam en 1956.

Né en 1923 à Mila, Lakhdar Bentobbal a été militant du PPA et membre de l'OS et a

fait partie du groupe des 22. Il a été responsable dans la Wilaya II historique où il prendra la succession de Youcef Zighoud, tombé aux champs d'honneur en 1956.

Il a également été ministre de l'Intérieur du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) et un des négociateurs des accords d'Evian signés le 18 mars 1962. Maître de conférences en histoire contemporaine à l'université d'Alger, Daho Djerbal dirige depuis près de trente ans la revue d'études et de critique sociale «Naqd».

Après de nombreux travaux de recherche en histoire économique et sociale il s'oriente vers le recueil de témoignage d'acteurs de la lutte de libération nationale.



À Paris, la foire d'art contemporain africain AKAA explore le temps

La foire d'art contemporain Also Known as Africa revient au Carreau du Temple du 11 au 14 novembre, après une édition soufflée par le confinement.

Il est devenu difficile de parler de rendez-vous d'art, de scènes, de spectacles... sans évoquer le Covid-19. Et la sixième édition de la foire AKAA (Also known as Africa), qui a lieu au Carreau du Temple, du 11 au 14 novembre, en est une nouvelle preuve. D'abord parce qu'en 2020, le confinement lui a volé la vedette deux semaines avant d'entrer en scène. Mais aussi parce que cette année, elle a tenté le coup en dépit du risque de faire face au même destin, et a réussi son pari. Trente-quatre galeries ont fait le déplacement, six n'ont pas pu passer les frontières. Alors l'édition propose un format hybride, entre présentiel et digital, bien dans l'air du temps.

Entre angoisse et créativité

De fait, toute la foire a été réfléchi autour du prisme de la crise collective que l'on traverse. Non pas en évoquant la maladie, les masques, le côté sanitaire, avertit Victoria Mann, créatrice de l'événement, mais plutôt sous le prisme d'un nouveau rapport au temps, comme l'explique la directrice artistique, Armelle Dakouo.

« Nous avons fait l'expérience d'un temps latent, d'un temps étiré, on a du appréhender



l'attente, repenser complètement notre relation à la temporalité. On a arrêté d'être dans une course effrénée à la production, et cela a eu un impact sur la création artistique. » De cette observation naît la thématique de cette sixième édition, « À rebrousse-temps ».

Le temps distendu n'a laissé personne indifférent. Les artistes ont-ils eu le temps de créer, de profiter de ce moment déconnecté de toute sollicitation pour nourrir leur création plastique ? Ou ont-ils, au contraire, été freinés par l'angoisse de la situation ? Une question semble circuler au fil des allées d'AKAA : comment vivra-t-on avec cette expérience-là, y aura-t-il bien un « temps d'avant » et un « temps d'après » ?

Leticia Barreto répond à sa manière en présentant un travail conçu pendant le confinement,

une plongée introspective présentée sur le stand de la galerie Krystel Ann Art. Tatenda Chidora, de la galerie BKHz, signe pour sa part une série baptisée « If Covid was a color », qui nous engloutit dans un océan de gants bleus, nous enferme dans une pièce construite à partir d'un assemblage de masques et habille les portraits des objets sanitaires qui ont envahi le « nouveau quotidien ».

Temps passé et transmission

En parallèle de cette réflexion, une partie de la biographie de l'écrivain sénégalais Birago Diop, intitulée « À rebrousse-temps », inspire Armelle Dakouo, « parce qu'il reprend des contes traditionnels sous un œil contemporain, parce qu'il jongle en permanence avec les repères temporels », note-t-elle. Elle soumet aux galeries une réflexion autour de l'histoire, de la temporalité, de la mémoire,



de la transmission, qui sont des thèmes déjà fréquemment abordés en art.

L'artiste sud-africain Morné Visagie expose pour l'occasion une œuvre monumentale sur le thème du temps passé, du souvenir. Un tissu aux diverses nuances de bleu flottant accueille le visiteur, elle raconte un moment de l'enfance de l'artiste. « Il s'agit d'une réminiscence vécue sur Robben Island, où il a vécu petit. Son père était gardien de la prison où était enfermé Nelson Mandela. Il raconte ici le souvenir d'une piscine, d'une enfance joyeuse », explique-t-elle.

Le temps d'avant, et la façon dont il influence celui d'après est au cœur du travail des nombreux artistes africains-américains présents pour cette édition. « Ils portent la voix d'une génération qui a évolué dans un contexte revendicatif »,

précise-t-elle. Ils posent le souci de la représentation, coincée entre la figure de l'icône et celle du martyr, de combats historiques qui sont encore d'actualité. « On retrouve des hérésies aujourd'hui qui étaient déjà présentes du temps de l'apartheid, les luttes se poursuivent, mais prennent davantage d'ampleur au travers de mouvements comme Black Live Matters », ajoute-t-elle.

Danae Howard, par exemple, tourne sa réflexion autour du manque de soutien des institutions américaines aux communautés noires-américaines. Delano Dunn pose la question « Qu'est-ce qu'être noir en Amérique ? » et interroge le concept de « black utopia », selon lequel le sol américain pourrait être un endroit sûr et équitable pour les personnes noires. Mais une question reste en suspens : Quand ?

Bénin

Après la réception des 26 œuvres, fierté et unité nationale

Les vingt-six pièces, pillées par le colonel Dodds dans les palais royaux d'Abomey en 1892, sont enfin arrivées à Cotonou le 10 novembre. Désormais, c'est tout un peuple qui se sent investi du combat pour la restitution des œuvres initié par Patrice Talon.

Deux jours après le retour à Cotonou des 26 trésors royaux pillés dans les palais d'Abomey, l'ambiance reste particulière dans la ville. Les grandes affiches et les panneaux déployés sur les artères principales pour l'occasion rappellent que le pays vient de vivre un événement inédit et rare. Des voix s'accordent pour lire dans ce retour le symbole

d'une fierté nationale retrouvée. C'est sans doute ce sentiment qui a poussé spontanément des milliers de curieux à se presser le long du boulevard qui mène de l'aéroport international de Cotonou jusqu'au palais de la présidence.

Dans une ambiance de liesse rarement vue, ils ont tenu à être les témoins oculaires du cortège transportant les statues, trônes et autres récadés vers la Marina. « Cela témoigne de l'attachement que nous avons à ces objets culturels », a constaté Franck Ogou, directeur de l'École du patrimoine africain. Pour les officiels et les citoyens lambda, le retour des œuvres est chargé de symboles. « C'est



un moment important de notre histoire », a commenté Aurélien Agbénonci, le ministre des Affaires étrangères qui était aux premières loges pour accueillir les vingt-six œuvres lorsqu'elles ont été débarquées de l'avion cargo qui les a transportées depuis Paris. À ses côtés, son homologue de la culture, Jean Michel Abimbola,

y voit « une renaissance pour la culture africaine, un nouveau souffle pour la jeunesse béninoise et africaine ».

Si le débat autour de la restitution des vingt-six œuvres est en cours depuis plus de cinq ans, leur retour effectif sur leurs terres d'origine ouvre des perspectives nouvelles. D'une part, une adhésion massive au mouvement de la restitution des œuvres pillées par l'ancien colonisateur mais aussi une opportunité de réappropriation d'une certaine identité nationale. « On a vraiment le sentiment que c'est maintenant que quelque chose commence », a ainsi salué Yvonne Adjovi-Bocco, sociolinguiste. « Ces

œuvres constituent notre identité. Avec ces elles, nous nous retrouvons et nous avons là ce qui constitue notre fierté et notre identité », renchérit l'historien Bellarmin Codo.

Compte tenu de la différence entre le contexte historique dans lequel les œuvres ont été déportées en Europe et celui de leur retour, les autorités béninoises ont tôt fait d'élucider certaines interrogations légitimes pour faire de ces objets de nouveaux symboles de l'unité nationale. « Les œuvres sont parties d'un royaume, elles reviennent dans une république, pour la nation béninoise.

Tutelle de Britney Spears

La chanteuse officiellement libérée, ses fans exultent

C'est la fin d'un feuilleton qui aura duré 13 ans. Vendredi, la juge Brenda Penny a levé la double tutelle qui empêchait Britney Spears de prendre des décisions sur ses finances et sa vie personnelle. La chanteuse, qui avait « tant prié » pour ce moment, va pouvoir retrouver une autonomie complète. Devant la cour supérieure de Los Angeles, quelque 200 fans du mouvement #FreeBritney ont explosé de joie à l'annonce de la décision, avant de danser sur Till the World ends sous une pluie de confetti. « Mon Dieu, que j'aime mes fans, c'est fou ! Je crois que je vais pleurer le reste de la journée. Plus beau jour de ma vie ! », s'est réjouie la chanteuse sur Instagram.

« Toute cette mobilisation, ce travail, ça a payé. C'est un sentiment incroyable d'en avoir fait partie », lâche Mike, vêtu d'un débardeur « Free Britney », une rose autour du cou. Dans la foule, certains s'enlacent,



d'autres ont les larmes aux yeux après cet épilogue espéré mais qui était loin d'être garanti. La juge aurait en effet pu ordonner une expertise psychologique préalable, mais elle a indiqué qu'un certificat de « capacité » n'était ici pas nécessaire, alors que la chanteuse a continué de travailler pendant des années

sous le contrôle de son père.

« Moment historique pour les droits humains »

Accueilli en héros, l'avocat de la chanteuse, Mathew Rosengart, remercie tous les fans, qui ont « joué un rôle central » pour braquer les projecteurs sur sa situation et « pousser tous ensemble dans l'en-but ». Il précise que si

la tutelle est levée, un « filet de sécurité » financier sera mis en place.

Certains sont venus de loin. « Je m'appelle Britney, comme elle. Je suis fan depuis que j'ai 6 ans, je ne pouvais pas rater ça », explique une étudiante venue d'Austin, au Texas. Les jumeaux John et Edwards Grimes, eux, ont fait le voyage depuis Dublin. « C'est un moment historique pour les droits humains, pas juste pour Britney. Elle a initié ce mouvement, avec le but de changer la loi (sur les tutelles) », insiste John, interrogé avant le verdict.

Révéls dans l'émission X-Factor et connu sous leur nom de scène « Jedward », les jumeaux irlandais se disent « fans depuis le premier jour ». « On incorpore Britney dans notre musique et nos vies quotidiennement. Quand vous vivez des moments difficiles, surtout en grandissant, ses chansons vous permettent de tout surmonter », assure Edward. Qui est fier des chaînes cousues

sur sa veste en jean, comme un symbole : « Quand la tutelle sera levée, je pourrai les briser. »

Libre à 40 ans

Une tutelle avait été imposée en 2008 après des troubles psychologiques manifestés par Britney Spears. La chanteuse avait demandé la suspension de son père Jamie fin 2020, dénonçant des « abus ». Fin juin, elle avait dit devant le tribunal qu'elle était « traumatisée » et « déprimée », assurant qu'elle avait été forcée à prendre du lithium, un stabilisateur d'humeur utilisé pour traiter les troubles bipolaires.

L'interprète de Baby One More Time avait également affirmé qu'un stérilet avait été implanté contre son gré, alors qu'elle désirait avoir un nouvel enfant. « Je veux juste retrouver ma vie, ça fait treize ans et ça suffit », avait-elle supplié. Britney Spears, qui va fêter ses 40 ans début décembre, a enfin été entendue.

L'acteur américain Forest Whitaker va investir en Seine-Saint-Denis

Forest Whitaker va investir en Seine-Saint-Denis pour aider les jeunes à se former « aux techniques de médiation et de résolution de conflit et à l'entrepreneuriat », a appris l'AFP ce jeudi auprès de son ONG, en marge du Forum de Paris sur la Paix. Envoyé spécial de l'Unesco pour la paix et la réconciliation depuis 2014, Forest Whitaker est également le fondateur et président de la Whitaker Peace and Development Initiative (WPDI).

Il s'agit d'une ONG créée en 2012 qui s'investit dans des projets éducatifs pour des

jeunes vivant dans des régions touchées par la violence ou les conflits (Soudan du Sud, Ouganda, Mexique, Etats-Unis, Afrique du Sud) et désormais en France.

C'est lors d'un voyage à Paris, où l'ONG est basée, au printemps dernier, que l'acteur oscarisé pour Le Dernier roi d'Ecosse, a décidé d'investir en Seine-Saint-Denis. Le comédien afro-américain de 60 ans a été « marqué » par la pauvreté lors de sa visite dans le quartier du Chêne Pointu à Clichy-sous-Bois, décor des Misérables de Ladj Ly, a expliqué un porte-



parole de la WPDI. L'ONG en partenariat avec BNP Paribas va s'engager sur deux axes d'action : former des jeunes à la médiation pour résoudre les

conflits et réduire la violence avec les acteurs institutionnels et offrir des formations à des métiers d'avenir, donner des clés pour monter un business.

Le producteur américain considère que « le jeune n'est pas un problème mais une solution à ses propres problèmes », selon le porte-parole.

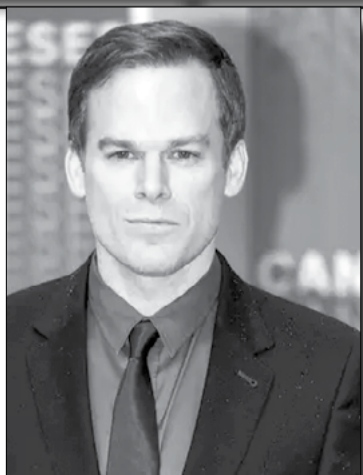
L'ONG œuvre dans ce sens dans les quartiers pauvres de Los Angeles, où a grandi l'acteur et va transposer le modèle à New York.

Forest Whitaker se rendra à La Courneuve pour rencontrer le président du département de la Seine-Saint-Denis, Stéphane Troussel (PS), et des acteurs locaux afin d'appréhender les besoins du département le plus pauvre de France.

Michael C. Hall trouve que c'est le bon moment pour faire revenir Dexter

Tandis que la très attendue neuvième saison de Dexter a débuté le 7 novembre aux Etats-Unis, Michael C. Hall s'est livré sur les coulisses du retour en fanfare de son personnage. Pour l'acteur, qui a incarné le tueur en série entre 2006 et 2013, il était nécessaire d'attendre le bon moment pour donner un nouveau départ au spécialiste de l'analyse des traces de sang.

« Je ne dirais pas nécessaire-



ment qu'il m'a manqué, mais j'ai régulièrement pensé à lui, et ce en partie parce que la possibilité d'un retour du personnage et de la série s'est présentée au fil des années. Je pense que c'est le bon moment... Tant de temps a passé depuis qu'on a vu Dexter pour la dernière fois », a-t-il expliqué lors d'un passage dans le podcast de Sky News Backstage.

Une nouvelle vie
Pour Michael C. Hall, il était

important d'être en mesure de repartir à zéro avec Dexter et pour cela, il fallait avoir assez de recul. « Suffisamment de temps a passé, et j'ai connu suffisamment de nouvelles expériences dans ma propre vie qui me donnent l'impression d'avoir la distance adéquate entre lui et moi, et entre aujourd'hui et avant », a-t-il poursuivi.

Dans ce neuvième volet baptisé New Blood, on retrouve

Dexter 10 ans après le final de la saison précédente qui avait laissé de nombreux fans sur leur faim. Alors que l'antihéros a débuté une nouvelle vie en tant que vendeur d'armes dans une petite ville de l'Etat de New York, ses vieux instincts sont titillés par une série de disparitions de femmes.

Diffusée sur Showtime aux Etats-Unis, cette nouvelle saison de Dexter devrait arriver sur Canal+ courant décembre.

PRIX RÉDA HAMIANI DE LA PRESSE ÉCONOMIQUE: La CAPC récompense les lauréats

Les journalistes lauréats de la 1ère édition du «Prix Réda Hamiani de la presse économique» initié par la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC) ont été récompensés lors d'une cérémonie organisée samedi soir à Alger. Ayant pour thème «L'économie nationale: Les défis de la relance et de la diversification et les leviers de la croissance», ce prix récompense les journalistes de la presse écrite, électronique, radiophonique et télévisuelle pour leurs articles, enquêtes, émissions et reportages, qui traitent du thème choisi, publiés ou diffusés entre le 01 janvier et le 31 août 2021. Le jury a attribué cinq prix aux participants à ce concours.

Le premier prix d'Excellence a été remporté par le journaliste du journal El Watan, Said Rabia.

Le second prix d'Excellence est revenu au journaliste de la chaîne Echourouk TV, Chems-Eddine Assi. Pour ce qui est du prix du Mérite, le jury a plébiscité le journaliste du journal Horizons, Amokrane Hammiche.

Le premier prix d'Encouragement a été remporté par la journaliste du journal El Djouhouria, Zakia Kebir, alors que le second prix de la catégorie a été décerné à la journaliste de la radio nationale Chaîne 1, Farida Hamdi.

En plus de ces trophées, le jury a décerné, à titre posthume, un prix au journaliste spécialisé en économie, Illies Sahar, décédé en mois de



septembre dernier.

Lors de son allocution, le président de la CAPC, Sami Agli, a qualifié cette cérémonie de «très importante» vu

qu'elle rend hommage à un homme qui «a beaucoup donné à l'économie algérienne (Réda Hamiani)», saluant la participation des journalistes à

cette première édition de ce prix, tout en félicitant les gagnants.

1. Agli a indiqué que le CAPC veut «vulgariser» le débat économique à travers les médias nationaux tout en encourageant les travaux journalistiques.

Ont assisté à cette cérémonie le nouveau ministre de la Communication, Mohamed Bouslimani, le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar et le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnel, Yacine Merabi.

Parmi les invités figurait également le président du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), Redha Tir, ainsi des représentants diplomatiques en Algérie.

Lancement officiel de la 3^{ème} édition «Huawei ICT Compétition» 2021-2022



Huawei Algérie a annoncé dimanche le lancement officiel de la troisième édition «Huawei ICT Compétition», 2021-2022, en faveur des étudiants algériens, issus de plus de 32 universités et instituts de l'Enseignement supérieur afin de «contribuer au développement de l'écosystème de talents en TIC et faire face aux impératifs de la transformation digitale».

Huawei Algérie a invité, dans un communiqué, les étudiants intéressés à s'inscrire pour cette compétition mondiale organisée en trois étapes: «une première étape nationale, une seconde étape régionale (Afrique du Nord, avec 29 pays) et une dernière étape qui se déroule en Chine».

L'entreprise, spécialisée en technologies de l'information et de la communication, précise que la grande finale nationale d'Algérie est prévue pour la fin du mois de novembre en cours, relevant que la compétition a déjà suscité un «fort engouement» de

la part les étudiants souscripteurs à la compétition nationale.

«Huawei ICT Competition s'inscrit pleinement dans la perspective de l'entreprise de promouvoir les compétences locales en matière de TIC, et ce, au service de développement des talents en Algérie», souligne Huawei Algérie qui affirme porter une «attention particulière au transfert des connaissances et compétences en TIC en faveur des étudiants et talents algériens». Huawei a coopéré, dans le cadre de son programme «Huawei ICT Academy» avec «plus de 900 universités à travers le monde et en faveur de plus de 45.000 étudiants par an», ajoute le communiqué.

L'entreprise rappelle que durant les éditions de 2019 et 2020 de «Huawei ICT Compétition», trois équipes algériennes composées de 3 étudiants ont eu la première place parmi les 61 équipes participantes venant de près de 100 pays.

EXPO 2020 DUBAÏ:

L'Algérie célèbre sa Journée nationale

L'Algérie célèbre dimanche sa Journée nationale à Expo 2020 Dubaï, une occasion de faire connaître sa culture et son riche patrimoine.

Plusieurs activités artistiques et culturelles mettant en exergue la diversité de la culture algérienne et son identité ancestrale sont au programmes de cette journée.

La cérémonie de célébration se déroulera cet après midi au niveau de la Placette Al-Wasl (à l'intérieur d'Expo 2020 Dubaï), en présence du Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane.



Cette manifestation qui s'inscrit dans le cadre des activités du pavillon algérien prévues à l'occasion de cette exposition, permettra aux visiteurs de connaître le patrimoine culturel de l'Algérie et sa vision prospective à travers un voyage exceptionnel qui les transporte du berceau de l'humanité

à Ain Bouchrit aux ambitions de la transition énergétique et de la construction des villes intelligentes.

Pour rappel, Expo 2020 Dubai qui s'est ouverte le 01 octobre dernier et s'étalera jusqu'au 31 mars 2022, offre à tous les pays participant à cet événement, l'occasion d'être à l'honneur en célébrant leur journée nationale.

Selon les organisateurs, cette manifestation quotidienne offre par ailleurs l'opportunité unique à des millions de visiteurs de voir le monde à partir d'un seul endroit.

DGSN:

Plus de 7 quintaux de kif traité saisis durant le mois d'octobre

Les services de la Police judiciaire ont saisi, durant le mois d'octobre dernier, plus de 7 quintaux de kif traité et plus de 392.000 comprimés psychotropes, a indiqué dimanche un communiqué de la Direction générale de la Sécurité nationale (DGSN).

«Dans le cadre de la lutte contre les crimes de trafic de drogue et de psychotropes, les services opérationnels de la police judiciaire ont traité durant le mois d'octobre dernier, 6393 affaires qui se sont soldées par l'arrestation de 7500 individus et la saisie de 7 quintaux et 77 kg de kif traité, outre 392.541



comprimés psychotropes», a précisé la même source.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION:

4 morts et 294 blessés en une semaine

Quatre (4) personnes ont trouvé la mort et 294 autres ont été blessées dans 244 accidents de la circulation, enregistrés en une semaine dans les zones urbaines, a indiqué un bilan des services de la Sécurité nationale. Les services de Sécurité ont enregistré 244 accidents corporels en zones urbaines du 2 au 8 novembre 2021, faisant quatre (4) morts et 294 blessés, selon la même source. «Comparativement aux statistiques

enregistrées la semaine dernière, le bilan des accidents de la circulation fait état d'une baisse du nombre d'accidents (-33), de blessés (-39) et de décès (-13)», a indiqué la même source.

Les mêmes données indiquent que «le facteur humain est la principale cause dans plus de 94% de ces accidents induits notamment, par le non-respect du Code de la route, le non-respect de la distance de sécurité, l'excès de vitesse, la fatigue,

le manque de vigilance au volant et d'autres facteurs liés à l'entretien du véhicule», précise le communiqué.

La Direction générale de la sécurité nationale (DGSN) a réitéré son appel aux usagers de la route au «respect du Code de la route et à la vigilance et la prudence lors de la conduite.

La DGSN rappelle également que les numéros vert 15-48 et de secours (17) sont à la disposition des citoyens 24h/24h, a conclu le communiqué.